

Monsieur Petitpiere, Président de la
Confédération

Département politique fédéral

Confidentiel

Cette copie est destinée à...

11 Discours de M. Max Petitpiere, Président de la Confédération 3

12 Discours de M. J.-A. de Sella, Ministre de Suisse 14

CONFERENCE DES MINISTRES 1955
=====

L a d é t e n t e

13 Intervention de M. J. Favre, Ministre de Suisse au Conseil 43

14 M. J. Favre, Ministre de Suisse au Conseil 51



Discours de M. Max Petitpierre
Président de la Confédération

Table des matières

1) Discours de M. Max Petitpierre, Président de la Confédération	3
2) Exposé de M. P.A. de Salis, Ministre de Suisse en France	14
de M. A. Daeniker, Ministre de Suisse en Grande-Bretagne	21
de M. A. Huber, Ministre de Suisse auprès de la République fédérale allemande	28
de M. E. de Haller, Ministre de Suisse en URSS	38
3) Intervention de M. J. Decroux, Ministre de Suisse en Hongrie	49
de M. W. Fuchss, Ministre de Suisse en Pologne	51

Discours de M. Max Petitpierre
Président de la Confédération

Cette dernière année a été fertile en événements. Elle a été marquée par une accentuation de la détente qui s'est manifestée de plusieurs manières.

Il faut relever pour commencer que la détente actuelle est due essentiellement, pour ne pas dire exclusivement, au revirement intervenu dans la politique de l'URSS. Ce revirement s'est produit après la mort de Staline. On affirme qu'il aurait été amorcé de son vivant, mais on n'a aucune preuve à cet égard.

Il n'est pas inutile de rappeler les principales étapes de la politique soviétique après la guerre.

Au début, l'URSS, ou si l'on veut Staline, a cherché à retirer le maximum d'avantages et de profit de la guerre et de la victoire, et cela pour son pays et pour le communisme. Il n'a pas craint d'obtenir ces avantages au prix d'une rupture avec les alliés de l'URSS. Ses alliés, notamment à Yalta, lui avaient fait de substantielles concessions unilatéralement. Staline entendait aller au delà. Il pouvait avoir alors l'illusion que des pays occidentaux, comme la France et l'Italie, tomberaient à plus ou moins brève échéance sous la coupe de gouvernements communistes. Il ne faut pas oublier que Maurice Thorez fut en France vice-président d'un gouvernement présidé par le Général de Gaulle et qu'en Italie, les communistes ont participé au gouvernement de 1944 à 1947.

Cette politique, en sus des avantages territoriaux obtenus par l'URSS après la guerre, lui a permis de vassaliser les Etats de l'Europe orientale en leur imposant, grâce à l'occupation militaire soviétique, des régimes communistes contre la volonté de leur peuple et contre les principes de la Charte des Nations Unies, signée par l'URSS.

Dans la même ligne, ce furent les tentatives d'imposer le communisme à certains pays par la guerre civile ou par la guerre tout court: ainsi en Grèce et en Corée, et l'encouragement donné aux nationalismes antioccidentaux et antieuropéens en Asie et en Afrique.

Dans les pays occupés par l'armée rouge, Staline arriva à ses fins. En revanche, ailleurs ses tentatives ont abouti à des échecs, notamment en Corée et en Grèce. Mais ils eurent une autre conséquence négative pour l'URSS: le réarmement des Etats-Unis, l'organisation d'une défense militaire occidentale commune, le relèvement de l'Allemagne et son intégration à l'Occident.

Parallèlement, un autre phénomène se produisait: la renaissance de la Chine, alliée de l'URSS, aidée par l'URSS, mais

décidée à ne pas rester dans son sillage, mais à faire elle-même sa propre politique et à suivre sa propre voie. Cette renaissance de la Chine, pour autant que son régime actuel puisse subsister, est un des événements capitaux de notre époque. Elle a de l'importance, non seulement pour l'Asie et les voisins de la Chine, mais elle exerce vraisemblablement une influence sur l'évolution de la politique soviétique.

La politique de détente inaugurée par l'URSS en 1953 après la mort de Staline apparaît en contradiction avec la guerre froide qui a caractérisé le règne de celui-ci. On sait comment cette politique s'est manifestée: signature d'un armistice en Corée, Conférence sur les affaires asiatiques à Genève en 1954, signature du Traité d'Etat avec l'Autriche, voyage des dirigeants soviétiques à Belgrade, participation de l'URSS à des organisations et des conférences internationales à l'écart desquelles elle s'était tenue, établissement de relations dans toute sorte de domaines avec les pays non communistes.

La contradiction entre la politique de guerre froide et celle de détente n'est qu'apparente. Après avoir tiré le maximum de profit de la guerre froide et constaté qu'elle était arrivée à un stade où elle ne donnait plus que des résultats strictement négatifs pour l'URSS, il est assez naturel que les dirigeants soviétiques aient abandonné cette politique pour en commencer une nouvelle. Ils tiraient ainsi les conséquences des échecs subis par eux pendant la guerre froide.

Quels sont en réalité les buts poursuivis par la détente, c'est-à-dire par l'URSS? Il y en a vraisemblablement plusieurs, dont il est difficile d'établir l'ordre d'importance:

1) Consolider les conquêtes de l'URSS, territoriales ou idéologiques, consécutives à la guerre, c'est-à-dire obtenir une stabilisation de la configuration actuelle de l'Europe. A cet égard, c'est une politique conservatrice.

2) Affaiblir l'organisation militaire de l'Occident en enlevant toute justification aux efforts militaires entrepris au cours de ces dernières années sous l'influence de la guerre froide. Exercer pour cela une action sur l'opinion publique des pays occidentaux, notamment en France et en Allemagne. Encourager la répugnance instinctive des Français à l'égard d'un réarmement de l'Allemagne et exciter le désir des Allemands d'une réunification de leur pays en cherchant à démontrer que la participation de la République fédérale à l'alliance occidentale, non seulement n'est plus justifiée si tout risque de guerre est écarté, mais encore qu'elle constitue le principal obstacle à cette réunification. D'une manière plus générale, détruire tout le système d'alliances créé par l'Occident. Le voyage à Belgrade a effectivement affaibli le Pacte balkanique.

3) Par la stabilisation de la situation en Europe, obtenir la tranquillité nécessaire pendant un certain nombre d'an-

nées pour poursuivre un effort et résoudre des problèmes économiques internes.

4) A plus longue échéance, assurer les positions européennes de l'URSS pour pouvoir agir en Asie et ne pas y laisser le champ entièrement libre à la Chine. Il ne faut cependant pas surestimer cet élément ni s'imaginer que l'URSS envisage aujourd'hui déjà qu'un jour elle pourrait être dans la nécessité de s'allier avec les Etats-Unis contre une Chine qui serait devenue tentaculaire et dangereuse pour elle.

Il semble que, pour le moment, en Europe, l'URSS ait renoncé à poursuivre une politique idéologique conquérante par un appui ouvert donné aux partis communistes nationaux. En revanche, il est vraisemblable qu'elle continuera à encourager en Afrique comme en Asie les efforts de libération des peuples colonisés.

Il faut souligner que l'URSS entend donner à la détente un caractère spectaculaire. Elle entend en tirer des effets de propagande. Elle ne craint même pas les excès ni de tomber dans le mauvais goût, comme à l'occasion de la garden-party organisée dans la campagne du Maréchal Boulganine pour le corps diplomatique. Si certaines décisions ou attitudes excessives rendent la sincérité des Russes suspecte aux gens avertis, elles peuvent en revanche impressionner les masses et fournir des arguments aux communistes, défaitistes et neutralistes qui foisonnent dans les pays occidentaux.

La nouvelle politique soviétique est-elle sincère, c'est-à-dire l'URSS souhaite-t-elle réellement qu'un accord intervienne sur les problèmes qui divisent le monde communiste et l'autre? Est-elle disposée à une coexistence pacifique effective, à admettre que d'autres régimes que le sien soient durablement valables, et à les respecter?

Je n'en suis pas convaincu. A Genève, cet été, j'ai eu l'impression que l'atmosphère d'euphorie qui régnait autour des quatre Grands était singulièrement artificielle. (D'un bref échange de propos avec M. Eden, j'ai retiré le sentiment que celui-ci n'attachait pas une grande valeur à ce qui se passait - au contraire.) Je crois que ce que les Russes veulent avant tout, c'est obtenir par la détente la reconnaissance de fait des conquêtes qu'ils ont réalisées par la force à la suite de la guerre, c'est-à-dire une cristallisation de la situation actuelle en Europe.

A cette détente voulue et provoquée par l'URSS correspond aux Etats-Unis un affaiblissement de l'anticommunisme. Le maccarthysme paraît définitivement condamné.

Toutefois, les Américains sont beaucoup plus sceptiques que les Européens, notamment les syndicats ouvriers, sur les bonnes intentions soviétiques: ils restent sur leurs gardes.

Parallèlement à la détente en Europe, on assiste en Extrême-Orient, sinon à une détente, au moins à un apaisement, ou à un armistice de fait.

En Asie, deux grandes puissances aspirent à jouer un rôle de premier plan: la Chine et l'Inde. Il serait peut-être plus exact de dire que l'une des deux, la Chine, commence à jouer effectivement ce premier rôle, alors que la seconde, l'Inde, aspire à le jouer. On l'a vu à la Conférence de Bandoeng. L'influence de la Chine en Asie risque de se faire de plus en plus sentir. Elle est due en partie au succès des armées chinoises en Corée, où elles ont mis en échec les forces américaines. Mais elle me paraît due surtout au fait que le régime communiste chinois a poursuivi une politique nationaliste, qu'il élimine toutes les interventions étrangères, a supprimé les dernières traces du colonialisme et surtout que par ses propres forces le peuple chinois paraît en train de réussir, comme l'Union soviétique depuis la révolution d'octobre, à réaliser des progrès dans l'ordre économique et en particulier sur le plan industriel par ses propres moyens et sans l'aide de l'étranger. Il n'y a pas de doute que, dans des pays comme l'Inde, l'Indochine, la Birmanie, qui n'arrivent pas à résoudre leurs problèmes économiques et sociaux par les voies démocratiques, on ne soit tenté de voir dans le régime communiste chinois un exemple à suivre.

Il y a une année, on pouvait craindre que les relations entre la Chine et les Etats-Unis ne s'enveniment au point qu'un conflit armé éclate à propos de Formose. De part et d'autre, des déclarations avaient été faites et des positions prises qui pouvaient faire craindre le pire. Aujourd'hui, la situation paraît s'être apaisée. A la Conférence de Bandoeng, Chou En-lai a fait la proposition de négocier directement avec les Etats-Unis. Cette proposition n'eut pas de suites immédiates. Mais un cessez-le-feu tacite a depuis lors été observé dans le détroit de Formose. Quelques mois plus tard, le 1er août de cette année, des conversations se sont engagées à Genève entre l'ambassadeur de Chine à Varsovie et l'ambassadeur des Etats-Unis à Prague. Une heure avant l'ouverture de cette conférence, un de ses buts était atteint, à savoir la libération par la Chine de 11 des 13 aviateurs condamnés et retenus en Chine. Les conversations ne continuent plus que sur le rapatriement d'une quarantaine de civils américains et des étudiants chinois qui se trouvent aux Etats-Unis. Il n'est pas exclu qu'un accord intervienne sur ces deux questions. Le dernier point à l'ordre du jour concerne les "autres problèmes en suspens". Ceux-ci ne pourront pas être résolus en quelques jours de négociation. Les principaux d'entre eux devront être renvoyés à d'autres conférences. Ces autres problèmes sont:

- 1) le cessez-le-feu dans la région de Formose. La Chine, qui n'est pas en guerre avec les Etats-Unis, n'est pas disposée à signer un accord sur cette question. Les Etats-Unis paraissent l'avoir compris et cherchent seulement à obtenir de Pékin une déclaration unilatérale selon laquelle la Chine s'engagerait à renoncer à recourir à la force pour régler des différends internationaux;

- 2) les îles côtières et Formose. C'est une question que Chou En-lai voudrait traiter directement avec ce qu'il appelle "les autorités locales de Formose". Elle n'est pas près d'être résolue. Mais il ne semble pas que, pour le moment, la Chine veuille recourir à une guerre pour lui donner une solution;
- 3) l'admission de la Chine à l'ONU. Les dirigeants chinois attachent une très grande importance à cette question. Jusqu'à présent, les Etats-Unis se sont opposés à cette admission. Mais il n'est pas exclu que, si l'armistice de fait actuel est respecté et si les problèmes secondaires, comme celui des Américains retenus en Chine, trouvent une solution, l'admission de la Chine à l'ONU puisse être envisagée. Les Etats-Unis pourraient s'abstenir au vote.

On constate donc un changement très sensible dans l'attitude des Etats-Unis à l'égard de la Chine. Ce changement a été rendu possible par l'accroissement du prestige d'Eisenhower et par l'élimination de la fraction MacCarthy, qui ont permis à l'administration d'adopter enfin une ligne de conduite raisonnable et conforme à la logique des événements.

En conclusion, on peut envisager que le risque d'une nouvelle guerre est écarté pour le moment. Cela ne signifie pas que les chances de règlement des problèmes actuels en soient augmentées. Si un adversaire est sûr que l'autre est décidé à ne pas recourir à la guerre pour résoudre un conflit, il aura tendance à ne pas faire de concessions. La conséquence en est une cristallisation de la situation actuelle. A cet égard, la détente profite avant tout à l'URSS, aussi dans une certaine mesure à la Chine, au moins en Corée, alors qu'à Formose ce sont plutôt les Américains qui en bénéficient.

Même d'ailleurs si le risque d'une guerre générale paraît éliminé, des foyers de trouble et d'agitation subsistent, en particulier dans le Proche Orient, où l'animosité entre Israël et les Etats arabes ne désarme pas, et en Afrique du Nord, où la situation devient de plus en plus difficile pour la France. Le monde musulman entend secouer à son tour la tutelle des Occidentaux. Il est probable que, si les hostilités devaient reprendre entre Israël et les Etats arabes, le conflit resterait localisé. L'URSS soutiendrait vraisemblablement les Arabes. La position des Occidentaux semait beaucoup plus délicate. Ils ne pourraient prendre parti pour Israël sans compromettre gravement leurs intérêts économiques et politiques dans les pays arabes. Ils ne pourraient soutenir ces derniers contre les Israéliens à cause de leurs nationaux coreligionnaires de ceux-ci. Il n'est pas douteux que les Occidentaux, en particulier les Américains et les Anglais, multiplieront leurs efforts pour empêcher une reprise des hostilités, et ont de sérieuses chances d'y parvenir.

Quant à la position de la France en Afrique du Nord, elle devient inextricable. Cette position s'est affaiblie en partie

à cause de l'incapacité du gouvernement d'arrêter une politique. Il faut reconnaître à sa décharge qu'il n'est pas facile de fixer cette politique. Les intérêts en jeu dans ces pays sont contradictoires, bien qu'ils soient les uns et les autres plus ou moins légitimes. Il y a d'un côté les indigènes qui invoquent le droit de disposer d'eux-mêmes consacré par la Charte des Nations Unies et par toute l'évolution des idées actuelles, de l'autre les colons, dont l'esprit d'initiative, l'intelligence et le travail ont fait prospérer ces régions, malheureusement sans que les populations indigènes aient profité substantiellement de cette prospérité. Aujourd'hui, ces populations sont fanatisées. Il est probablement trop tard pour la France de vouloir chercher une issue dans des mesures d'ordre social ou dans une réforme agraire. Le temps des solutions raisonnables est passé. Une répression par la force des tentatives de libération n'est guère possible non plus, à cause de l'opinion publique en France même et dans le reste du monde, en particulier aux USA. Un règlement définitif des problèmes de l'Afrique du Nord est loin d'être en vue. Il est difficile de se rendre compte aujourd'hui de ce que ce règlement pourrait être. On ne peut guère être optimiste, et cela d'autant moins que la France n'est ni soutenue ni même approuvée par ses Alliés, en particulier les Américains.

La détente s'est manifestée notamment par quatre événements sur lesquels je voudrais revenir brièvement. Ce sont:

- 1) la signature du traité d'Etat avec l'Autriche,
- 2) le voyage à Belgrade des dirigeants soviétiques,
- 3) la Conférence des quatre Grands à Genève,
- 4) la Conférence qui s'est tenue à Genève également sur l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques.

Parmi les événements de cette année, il y en a un qui nous touche particulièrement: c'est l'accord intervenu sur l'Autriche et la proclamation de la neutralité autrichienne.

Nous devons nous réjouir sans réserve de ce qu'un pays voisin et ami du nôtre ait été libéré après dix ans d'occupation étrangère. Mais nous devons aussi examiner quelles sont les conséquences de la neutralisation de l'Autriche.

Au point de vue militaire, le traité d'Etat constitue un affaiblissement pour l'Occident. Aussi longtemps que les Alliés, en particulier les Américains, avaient des troupes en Autriche, une attaque contre ce pays venant de l'Est aurait été une attaque dirigée aussi contre les Alliés. Aujourd'hui, la frontière du monde occidental est reportée, au point de vue militaire, à la frontière occidentale de notre pays. En cas de nouveau conflit en Europe, il n'y aurait pratiquement aucun obstacle entre l'Europe communiste et la Suisse. Nous pourrions très rapidement avoir des troupes russes à nos frontières. Par ailleurs, les alliés occidentaux perdront les possibilités de liaison nord-sud assurées par le Brenner. Ils pourraient être tentés de nous demander l'autorisation de faire passer

des troupes sur notre territoire et d'utiliser nos cols et nos tunnels. La situation de notre pays en cas d'une nouvelle guerre en Europe pourrait ainsi devenir inconfortable, voire dangereuse.

On peut se demander aussi si la neutralisation de l'Autriche constitue un renforcement ou un affaiblissement de notre propre neutralité. Il est difficile de répondre à cette question. Je serais enclin à dire: ni l'un ni l'autre. Il n'est pas sans intérêt pour nous qu'après avoir été vivement critiquée, qu'après que le droit pour un pays d'être neutre ait même été contesté, l'utilité de la neutralité soit de nouveau reconnue par les grandes puissances. Mais, d'un autre côté, on pourrait faire valoir comme élément négatif le fait que, par la neutralisation de l'Autriche, la neutralité suisse cesse d'avoir un caractère exceptionnel, unique. En définitive, je crois qu'il ne faut pas trop craindre les comparaisons entre la neutralité de l'Autriche et celle de la Suisse. Les deux pays sont dans des situations tout à fait différentes, historiquement, politiquement et au point de vue de la défense nationale. Cette différence se manifestera en particulier au moment où l'Autriche adhérerait aux Nations Unies sans qu'un statut spécial lui soit accordé.

On a déjà émis l'idée en Suisse qu'à la suite des décisions intervenues sur l'Autriche, notre pays devrait chercher à adhérer aux Nations Unies, ou encore qu'il devrait s'efforcer d'obtenir maintenant une reconnaissance de sa neutralité de la part des Etats-Unis et de l'URSS. Il me paraîtrait tout à fait inopportun de nous engager dans l'une ou l'autre de ces voies. Nous devons éviter de nous mettre en quelque sorte à la remorque de l'Autriche, et aussi de donner l'impression que nous cherchons à exploiter à notre profit la situation actuelle. Nous renforçons davantage notre neutralité en laissant aux grandes Puissances le soin d'en reconnaître et d'en proclamer les mérites, comme elles l'ont fait ces derniers mois, plutôt que d'entreprendre auprès d'elles des démarches dont le résultat est incertain.

La visite du Maréchal Boulganine et de M. Krouchtchev à Belgrade constitue un acte de contrition des Russes. Elle est à peu près aussi surprenante, suivant un mot d'un diplomate finlandais, que si, au 16e siècle, le pape s'était déplacé à Wittemberg pour y rencontrer Luther. On peut évidemment épiloguer sur les raisons de ce voyage, qui a été un éclat, et sur les buts poursuivis par ses auteurs. Ceux-ci désiraient sans doute mettre fin à une brouille, améliorer les relations entre les deux pays et affaiblir ou même torpiller l'alliance balkanique en faisant la démonstration de son inutilité.

Mais vraisemblablement les Russes cherchaient à obtenir davantage. Ils ont pu considérer cette réconciliation avec les Yougoslaves comme une étape nécessaire dans la liquidation de la guerre froide. Ils ont voulu prouver aux yeux du monde la sincérité du revirement de leur politique. Ils ont peut-être même vu encore plus loin en considérant que la Maréchal Tito pourrait, comme

le Pandit Nehru, devenir un agent actif de leur nouvelle politique. Ce voyage à Belgrade a démontré que, pour les Russes, les questions de prestige sont secondaires et que, lorsqu'il faut atteindre des résultats concrets, on sacrifie le prestige à la réalité. On prend même des risques, puisque par l'accord qu'il a réalisé avec le Gouvernement yougoslave, le Gouvernement soviétique a reconnu que le communisme ne devait pas nécessairement garder le caractère monolithique qu'il avait eu jusqu'à présent, mais qu'on pouvait envisager un communisme national adapté à chaque pays.

Cette visite à Belgrade a été un grand succès pour le Maréchal Tito, qui n'a d'ailleurs pas accueilli les Russes à bras ouverts et qui a su garder ses distances. Il est possible que cet événement l'encourage à essayer de jouer un rôle international du genre de celui que le Pandit Nehru s'est attribué. Quels que soient les mérites de personnalités comme Nehru et Tito, je doute qu'ils puissent exercer une influence décisive sur l'évolution des événements. La faiblesse économique et sociale de leur pays ne le leur permet pas.

Il ne faut pas être trop sévère dans les jugements qu'on porte sur la Conférence de Genève. Celle-ci a donné exactement les résultats qu'on pouvait en attendre. Elle était sans doute nécessaire, du point de vue de l'opinion publique en France et en Grande-Bretagne. Mais sa durée était trop brève et sa préparation trop insuffisante pour qu'elle pût permettre de résoudre un problème quelconque. Elle a cependant démontré que, pour le moment, aucun gouvernement ne songeait à recourir à la guerre pour régler les conflits en suspens. Il n'est pas exclu que l'attitude ouverte du Président Eisenhower ait pu atténuer la méfiance des Russes et peut-être les convaincre que les Etats-Unis ne préparent pas une guerre préventive contre eux. A Genève, si rien n'a été réglé, rien n'a été compromis.

Toutefois, il n'y a aucun indice que la solution des difficultés actuelles ait été préparée ou facilitée. La Conférence a passé, les problèmes demeurent intégralement: celui de l'Allemagne, celui des Etats satellites. Sur l'un comme sur l'autre, les positions sont prises. Elles restent opposées.

Sur le problème allemand, il est difficile d'émettre aujourd'hui une opinion et de faire des pronostics. Il me paraît probable que de plus en plus l'évolution de ce problème dépendra des Allemands eux-mêmes plus que de leurs alliés occidentaux. Elle tendra à devenir un problème allemand interne. Il n'y a pas de doute que la détente est moins favorable que la guerre froide à la politique du Chancelier Adenauer, puisqu'elle lui enlève une partie de sa justification. Tant que l'Allemagne aura son gouvernement actuel, un changement de politique est peu probable. Mais en cas de renversement de la majorité, une nouvelle évolution n'est pas exclue, qui pourrait présenter des risques pour l'Allemagne elle-même et pour le monde occidental.

A l'égard de l'Allemagne encore, l'URSS a fait un geste spectaculaire en invitant le Chancelier Adenauer à Moscou. On discutera de l'établissement de relations diplomatiques, d'échanges culturels et économiques, peut-être même de la réunification. D'une manière générale, on considère qu'il n'y a aucune chance pour que sur le problème fondamental de la réunification un accord puisse intervenir. Mais il n'y a pas de doute que, par ces conversations, l'URSS cherche à agir sur l'opinion publique allemande et tente peut-être de compromettre le Chancelier Adenauer, qui risque de retourner à Bonn les mains vides, et la politique qu'il poursuit avec tant de fermeté et de ténacité. Il paraît vraisemblable que l'Union soviétique désire le maintien du statu quo en Allemagne, parce qu'aujourd'hui tout changement ne pourrait s'opérer qu'à son détriment.

La Conférence sur l'utilisation pacifique de l'énergie atomique a été qualifiée par un des savants qui y ont participé de "grand moment de la science universelle". Le secret qui entourait les recherches atomiques y a été levé. Il n'y a pas de doute que la découverte de la nouvelle source d'énergie qu'on trouve dans l'atome posera de nombreux problèmes. L'énergie atomique est inépuisable et l'on envisage que son coût sera sensiblement inférieur à celui de toute autre forme d'énergie actuellement disponible dans le monde. La Conférence de Genève a peut-être marqué le début d'une collaboration internationale, non pas seulement sur le plan scientifique et entre les pays susceptibles de procéder à des recherches, mais d'une collaboration universelle grâce à laquelle les pays sous-développés pourraient participer à un relèvement général du niveau de vie des populations du monde. La Suisse entend ne pas rester en arrière dans cette évolution et cherchera à s'associer aussi largement et activement que possible aux efforts collectifs accomplis sur le plan mondial et européen en vue de faire progresser cette science nouvelle.

En Extrême-Orient, un problème continue à nous intéresser: celui de la Corée. Le Gouvernement de la Corée du Sud cherche par tous les moyens à empêcher que la Commission neutre, et en particulier ses membres communistes, ne continuent à exercer leur activité sur son territoire. Jusqu'à présent, les Etats-Unis se sont opposés à ce que le Gouvernement sud-coréen réalise son intention d'expulser les délégués polonais et tchécoslovaques. Toutefois le Gouvernement américain est désireux de mettre fin à l'activité de la Commission neutre de contrôle. En revanche, le Gouvernement chinois tient à ce que la Commission soit maintenue. Il déclare considérer sa présence comme indispensable à la paix. La Suède et la Suisse ont le désir de retirer leur délégation. Cependant, le Conseil fédéral a estimé jusqu'à présent et estime encore que la Suisse a accepté un mandat pour le compte des deux parties et que nous devons éviter de faire le jeu de l'une ou de l'autre. Nous n'avons ainsi pas donné suite au vœu exprimé par les Etats-Unis tendant à ce que nous retirions notre délégation. En revanche, nous avons cherché à obtenir une réduction du nombre des membres de la Commission neutre par la suppression d'équipes fixes stationnées à

différents points d'entrée en Corée du Nord et du Sud. La Commission neutre a fait une démarche dans ce sens auprès de la Commission militaire d'armistice, qui s'est ralliée il y a quelques jours à cette proposition.

Nous considérons cette mesure comme une étape seulement. Le Département d'Etat vient de nous remettre un aide-mémoire dans lequel il exprime le voeu que nous fassions des démarches en vue de la suppression de toutes les équipes fixes et du repliement de tous les membres de la Commission dans la zone neutre de Panmunjom, ou ce qui serait encore mieux, que nous décidions de retirer notre délégation et de mettre fin ainsi à l'activité de la Commission.

Nous avons toujours estimé qu'il appartenait aux parties^{ex-}belligérantes qui ont conclu l'armistice de prendre elles-mêmes, soit d'entente entre elles, soit unilatéralement, la décision de supprimer la Commission neutre. Nous n'avons pas à prendre la responsabilité, ni directement ni indirectement, d'une telle mesure, qui pourrait éventuellement conduire à une rupture de l'armistice et à une reprise des hostilités. Même si ces conséquences sont improbables, elles ne peuvent pas être absolument exclues.

Nous verrons de quelle manière nous répondrons à l'aide-mémoire américain.

Si on cherche à voir les choses non plus seulement sous l'angle du présent et de l'immédiat, mais de l'évolution historique, il me semble qu'on doit faire ces constatations:

La race blanche a perdu sa suprématie: les autres races ne reconnaissent plus celle-ci. L'Europe et les USA ne peuvent plus prétendre à diriger les affaires du monde. Sur le plan scientifique, technique, industriel, ils gardent une avance sensible. Mais dans certains domaines ils paraissent déjà rattrapés par l'URSS, qui, politiquement, est dans une situation plus avantageuse vis-à-vis des autres races et des autres continents, parce qu'elle prend leur parti et soutient idéologiquement et matériellement leurs efforts de libération. Elle est ainsi du bon côté.

Une guerre pour ou contre le communisme paraît de plus en plus improbable, et cela d'autant moins que le communisme perdra vraisemblablement son caractère monolithique: déjà maintenant il y a un communisme russe, chinois, yougoslave. En revanche, la lutte continuera entre les deux systèmes, mais elle aura moins un caractère international; elle sera moins inspirée par une idéologie qu'elle ne dépendra de faits déterminés. En Asie et en Afrique, les chances du communisme sont dues à ce qu'il s'identifie à l'anticolonialisme, qu'il est associé au nationalisme; elles sont dues aussi à l'exemple chinois et au fait que les régimes démocratiques et parlementaires à l'occidentale sont peu adaptés au degré de développement de ces pays.

En Europe et en Amérique du Sud, les succès ou les échecs du communisme dépendront de l'aptitude ou de l'incapacité des

gouvernements et des régimes à supprimer ou à atténuer les injustices sociales.

Sans méconnaître l'importance que gardent et l'influence que continueront à exercer sur les affaires du monde les oppositions idéologiques, il me semble que cette importance et cette influence - au moins pour un temps - diminueront plutôt et que déjà maintenant l'on revient à la politique internationale traditionnelle, où chaque Etat défend ses propres intérêts. Un phénomène d'ailleurs inquiétant est la disproportion qui existe entre la puissance matérielle et militaire des grands Etats (URSS, USA, demain la Chine) et celle des autres pays. Or, de ces trois grands Etats, aucun n'appartient à l'Europe. Dans une certaine mesure, l'avenir de l'Europe lui échappe.

Il est possible que la détente continue, même si elle ne permet pas de résoudre les problèmes en suspens: en Europe le problème allemand et celui des pays satellites, sur un plan plus large le désarmement. La détente risque ainsi d'agir comme un soporifique ou un émoullient sur l'opinion publique occidentale, qui s'habitue à un état de choses inacceptable: l'Allemagne divisée et surtout l'asservissement des pays satellites (ce qui est beaucoup plus grave du point de vue humain).

Mais la détente peut aussi avoir des effets positifs. Des échanges entre l'Est et l'Ouest, des prises de contacts entre les peuples peuvent exercer une influence sur l'évolution du régime soviétique. Tout régime politique s'altère, évolue, s'assouplit. Un rapprochement réel entre l'Est et l'Ouest n'est à la longue pas exclu. Mais je voudrais me garder de prophétiser. On en est réduit à des hypothèses.

Pour la Suisse, je ne vois actuellement aucune raison de modifier la ligne que nous suivons depuis la fin de la guerre, de prendre des initiatives, de vouloir jouer un rôle plus actif dans les affaires internationales, à moins d'en être sollicités. Il n'y a pas de doute que la réserve que nous avons observée dans le domaine de la politique pure, l'esprit de collaboration que nous manifestons quand l'occasion se présente, quitte à prendre certains risques, ont plutôt renforcé notre position internationale. Les conférences importantes qui se sont réunies à Genève l'an dernier et cette année, qui ont attiré dans notre pays, de tous les continents, les hommes d'Etat les plus éminents de ce temps, me paraissent faire plus que jamais de la Suisse un lieu de rencontre. Si les affaires du monde doivent s'améliorer, c'est par cette voie: celle des conférences, des conversations, des négociations qu'elles le pourront.

Il ne faut cependant pas que le rôle modeste mais utile que notre pays doit continuer à jouer nous donne un sentiment de trop grande sécurité. Nous devons rester critiques et vigilants et, à l'égard de la détente, nous tenir à mi-chemin entre le scepticisme et l'optimisme, l'espoir au coeur, mais les yeux ouverts.

Exposé de M. P.A. de Salis
Ministre de Suisse en France

Sennep, le célèbre caricaturiste du Figaro, qui vient d'ailleurs de faire un voyage en Russie sous le signe de la détente, a publié récemment un dessin où figurent Edgar Faure et Anthony Eden, assistant à un défilé de chars, tout décorés de fleurs et de guirlandes, et conduits par le maréchal Boulganine et le président Eisenhower. Il voulait dire que c'était en spectateurs seulement que la France et la Grande-Bretagne prenaient part au grand dialogue russo-américain sur la détente et le désarmement. Si ces pays ont en effet présenté des propositions pour le désarmement qui sont un peu dépassées par les événements, il ne semble pas douteux que des trois puissances occidentales la France est le pays le plus intéressé à la détente et forme indubitablement l'anneau le plus vulnérable de l'alliance occidentale. Moscou l'a d'ailleurs fort bien compris; aussi n'a-t-il pas ménagé ses efforts et ses courtoisies à l'égard de la France.

Si, comme chacun, le Français souhaite sortir de cette incertitude et de cette détestable guerre des nerfs, le problème allemand n'en est pas moins une fois de plus la raison principale du désir français d'une entente avec la Russie soviétique.

Le nouvel ambassadeur d'Allemagne à Paris, auquel j'allais rendre sa visite, a eu beau me dire qu'avec le recul de l'histoire on considérerait les deux guerres mondiales de 1914 à 18 et de 1939 à 45 comme de simples "Bürgerkriege" nécessaires à l'intégration de l'Europe. C'est très possible, mais le peuple français n'en est pas encore là et n'apprécierait guère aujourd'hui une pareille interprétation. Pour lui, l'ennemi héréditaire est et reste l'Allemagne. Quoi de plus naturel d'ailleurs, après trois invasions en soixante-quinze ans, dont la dernière a été particulièrement atroce et sanglante. Seuls des esprits aussi clairvoyants et visionnaires comme Robert Schuman, cet apôtre désintéressé de l'entente germano-française, peuvent se mettre au-dessus de la mêlée. Le peuple français reste bien en arrière, même si dans son subconscient, il se rend compte de la nécessité d'un arrangement avec l'Allemagne.

J'assistais en juin au vernissage de l'exposition des chefs-d'oeuvres du musée de Cologne à l'Orangerie, première manifestation officielle allemande en France. Alors que d'habitude les invités à ce genre de manifestations y courent en masses compactes, beaucoup par snobisme, le vide à ce vernissage était vraiment pénible. Cela prouvait que même dans les milieux intellectuels français, on ressentait encore une sérieuse réticence à s'y montrer. L'exposition était manifestement prématurée pour le public français.

C'est vous dire que l'adversaire numéro un pour la France est encore aujourd'hui l'Allemagne. On l'a bien vu lors des discussions houleuses sur la Communauté européenne de défense. Si l'argument négatif essentiel était probablement l'aversion contre une organisation supranationale, idée qui rencontre encore une opposition farouche en France, la perspective d'une collaboration si étroite avec l'Allemagne, la possibilité d'être fondu dans une armée unique avec les Allemands l'a certainement emporté. Le sentiment a d'ailleurs été plus fort que la raison, car la solution que Mendès-France a dû en fin de compte faire adopter par le Parlement français s'il ne voulait pas risquer de s'aliéner définitivement les sympathies des Alliés et notamment des Etats-Unis d'Amérique donne à l'Allemagne beaucoup plus de liberté et d'indépendance qu'elle n'aurait jamais eues si ses effectifs avaient été encadrés dans la CED. Déjà lors de cette discussion, nombre de députés ont fait des allusions à des conversations et à une entente éventuelle avec la Russie.

L'essor économique phénoménal pris par l'Allemagne occidentale depuis 1945, les ambitions d'hégémonie qui se dessinent, encore faiblement il est vrai, ne sont pas pour rassurer les Français. Les récents événements de la Sarre, problème que la France espérait, avec ce "wishful thinking" qui la caractérise si souvent, qu'il était résolu, donnent à réfléchir. Entre parenthèses, j'aimerais souligner un autre cas de "wishful thinking" français: c'est l'illusion que l'on s'était faite qu'en incorporant l'Algérie dans la France métropolitaine, il n'y aurait plus de problème algérien. Il y a deux ans, tous les Français en étaient persuadés. Ils ont bien dû déchanter depuis lors.

Que dans ces circonstances on en vienne à repenser à une politique d'encerclement sous une forme moderne n'a rien d'étonnant. Le souvenir de l'Entente cordiale n'est pas si lointain. Depuis la première guerre mondiale, ce rêve n'a cessé de hanter beaucoup d'esprits français et non pas des moindres. N'était-ce pas Edouard Herriot lui-même, président à vie du parti radical, président d'honneur de l'Assemblée nationale - après l'avoir présidée effectivement pendant de nombreuses années - maire de Lyon, membre de l'Académie française, qui a dit au Parlement en septembre 1954, lors des débats sur la CED, donc bien avant les avances russes: "La Russie ne nous a jamais déçus, l'Allemagne toujours".

En effet, le Français n'a pas de grands griefs à l'égard des Russes. A part le tragique problème des prisonniers de guerre alsaciens et lorrains, de nouveau une séquelle du cas allemand, il n'a pas subi les sévices des troupes et l'organisation politique soviétiques: en revanche, il a eu sa large part des méthodes coercitives de l'Allemagne naziste, venant après celles bien moins dures de l'Allemagne impériale.

Que dans ces circonstances et en présence de la renaissance évidente de l'Allemagne le Français se sente attiré par une nouvelle entente avec la Russie n'est pas surprenant. A un dé-

jeuner, après la récente Conférence des quatre à Genève, Jules Moch, député socialiste, président de la délégation française à la conférence du désarmement, adversaire acharné de la CED et dont l'unique fils est mort en déportation, a lancé la boutade qu'hormis Dulles, personne et probablement même pas Adenauer ne désirait pour le moment la réunification de l'Allemagne. C'est certainement vrai pour la France, à quelques exceptions près, comme par exemple Robert Schuman.

L'opinion française ne voulait rien savoir de la CED. En revanche, elle est en plein accord avec son gouvernement si celui-ci recherche sincèrement une détente avec la Russie soviétique. Ce n'est certainement pas pour la détente en elle-même que pour des raisons plus intéressées d'une collaboration possible pour tenir l'Allemagne en échec.

Il existe pour beaucoup de Français un dilemme assez tragique: d'un côté le maintien de l'Allemagne occidentale, de l'autre la possibilité du retour à un régime se rapprochant de l'ancienne Entente cordiale. Washington fera bien de ne pas prendre trop à la légère cette tendance, même si avec le gouvernement français actuel il ne saurait certainement pas être question d'un renversement des alliances.

Mais rien ne dit que la constellation politique actuelle sera de longue durée. L'avenir pourrait bien apporter une coalition de gauche. Que ferait par exemple Mendès-France s'il revenait au pouvoir avec l'appui des gauches?

Pour résumer, il y a lieu de constater que le désir est très vif en France de s'entendre avec la Russie. Même s'il ne s'agit pas essentiellement, dans l'idée française, d'une détente générale, mais d'un accord à une fin bien déterminée.

*

*

*

Il me reste à exposer, avec le concours de mon premier collaborateur, M. Soldati, qui m'a renseigné sur les derniers développements depuis mon départ de Paris, les réactions françaises aux récentes avances russes. L'opinion officielle et du public sont unanimes: il faut explorer avec patience jusqu'au bout les possibilités pratiques de la nouvelle attitude russe. On est aussi assez unanimes en France à penser que la détente est irréversible et que même si les dirigeants actuels du Kremlin le voulaient, ils ne pourraient plus renverser la vapeur, l'opinion russe ou ce qui en existe ne le permettant plus. Je ne sais pas si cette opinion est justifiée; personnellement, j'en doute un peu.

Le seul adversaire déclaré de la détente est en France Georges Bidault, membre du parti MRP, ancien ministre des affaires étrangères, qui en 1944 se rendit à Moscou avec le général de Gaulle pour y conclure, un peu hâtivement, un pacte de non agression. Les raisons bien mesquines de Bidault sont trop connues: il considère les affaires étrangères comme son fief et ne pardonne pas d'en avoir été délogé en juin 1954 par Mendès-France dans des conditions assez peu élégantes, il faut bien l'avouer. Selon lui, la détente n'existe que dans l'imagination des hommes d'Etat occidentaux, qui ont trouvé ce moyen pour faire recette auprès de leur public.

Il est allé aussi loin que de déconseiller à son parti de désigner des délégués pour un voyage de parlementaires en Russie. Le président de l'Assemblée nationale, M. Schneider, membre de son parti et donc le deuxième personnage de France, a cependant décidé de présider lui-même cette mission, ce qui prouve combien les opinions de Georges Bidault ne sont pas suivies, même pas parmi ses propres collègues.

Au reste, il est superflu de dire que chaque problème suscite toujours en France, bien plus qu'ailleurs, une série d'opinions contraires exposées avec la même vigueur et clairvoyance, la même force de raisonnement et avec le même don d'exposition. Celui de la détente ne fait, bien entendu, pas exception.

Il y a l'opinion de Raymond Cartier, journaliste connu, d'après lequel la détente est le cheval de Troie imprudemment amené dans le cercle de l'Organisation atlantique.

Il y a les vues de Raymond Aron, autre éminent journaliste, d'après lequel la détente est affaire non de stratégie mais de tactique.

Mais ce qui nous intéresse, c'est l'opinion des spécialistes du Quai d'Orsay. Je rappellerai à ce propos que les fonctionnaires du Quai ne sont dans la règle guère prodigues de renseignements politiques, ce qui rend la tâche des missions diplomatiques à Paris assez difficile. Le brassage auquel a procédé Mendès-France a quelque peu changé la situation. Il y a maintenant beaucoup d'experts assez jeunes qui parlent volontiers, mais qui expriment plus leurs opinions personnelles que l'avis officiel du gouvernement. Des divergences d'appréciation très considérables sur les raisons de la nouvelle attitude soviétique et notamment sur la marche à suivre existent d'ailleurs dans le gouvernement français lui-même. Edgar Faure, comme son prédécesseur Mendès-France ayant tendance à prendre des chemins nouveaux alors que Pinay, ministre des affaires étrangères, reste plus orthodoxe dans ses vues, même s'il n'est pas toujours en plein accord avec ses propres experts. Que disent ceux-ci?

Selon eux, Staline était un despote occidental et ses anciens subordonnés sont, d'après une image osée, des agneaux qui ne sauraient revêtir la peau de l'ours. On a toujours vu que les successeurs d'un grand despote n'avaient pas la vigueur et l'autorité de continuer à imposer et à réussir une politique autoritaire

et conquérante. Ils n'ont pas la même emprise sur les ressorts de l'Etat et sur ses amis extérieurs.

Le revirement bien apparent et bien symbolique d'ailleurs jusqu'ici de la politique extérieure soviétique peut, en dehors de ses éléments qui intéressent plutôt l'historien, s'expliquer par de simples données de diplomatie européenne. Le Kremlin a pu croire que l'essai de réarmer l'Allemagne occidentale dans le cadre de l'OTAN, essai qui remonte, ne l'oublions pas, au début de 1950 et qui a subi depuis cinq ans des vicissitudes parfois dramatiques, n'aboutirait pas. Aussi longtemps que les hauts et les bas, les tentatives visant à intégrer un nombre limité de divisions allemandes au sein de l'OTAN se poursuivaient, la Russie a fait une politique d'intimidation. Le grand argument des neutralistes en France était alors qu'il ne fallait pas provoquer le mécontentement de l'URSS par une résurrection de la Wehrmacht.

Une fois qu'un réarmement limité de la République allemande fut acquis par les accords signés à Paris, le 8 mai 1955, l'URSS, loin de mettre à exécution les menaces qui étaient auparavant le principal argument des neutralistes, a commencé une politique d'avances et de cordialité. Elle était parfaitement raisonnable et habile à leur point de vue. Autant avant l'admission de l'Allemagne au sein de l'Organisation atlantique l'argument des Soviets était que la résurrection de la Wehrmacht apportait un danger de guerre, autant après le fait accompli leur argument devait être qu'il n'y aurait pas de guerre du tout et que, par conséquent, toute l'infrastructure de défense de la communauté occidentale était exagérée et dépassée.

L'offensive de détente poursuivie jusqu'ici plus par des paroles que par des faits serait, d'après les fonctionnaires du Quai d'Orsay, à longue vue. Son aboutissement lointain devrait être le dégrèvement, d'ici quelques années, des budgets militaires des pays occidentaux et une transformation de l'alliance Atlantique qui, si elle correspondait à l'ère de Staline, ne correspondrait plus à celle de Boulganine. La réponse des experts-techniciens du Quai d'Orsay à cette nouvelle ligne politique du Kremlin en Europe est donc que l'Organisation atlantique, l'Allemagne occidentale incluse, est une opération extrêmement fructueuse puisqu'elle rapporte actuellement de larges dividendes de détente et de paix. Il n'y a donc qu'à continuer dans cette ligne qui s'est avérée très bonne.

Quant aux hommes d'Etat, quelques-uns comme Pinay et Georges Bidault, partagent jusqu'à un certain point l'avis des fonctionnaires. D'autres, comme Edgar Faure et Mendès-France, pourraient, le cas échéant, être tentés à demander à leur fertilité naturelle d'esprit une solution moins orthodoxe que celle de l'OTAN, qui pourrait éventuellement ménager la chèvre et le chou, tout en assignant à la France un rôle de pionnier dans une direction nouvelle. Bien entendu, l'influence américaine et britannique modérera toujours de telles velléités qui néanmoins ne demanderont qu'à faire preuve de leur esprit d'intention et de souplesse.

L'opinion publique n'a pas encore cherché de troisième solution d'issue au dilemme entre la fidélité à la politique de Foster Dulles et le parti à tirer de la politique de détente. Mais il est parfaitement possible que par la suite, face à un Quai d'Orsay orthodoxe, à des hommes politiques fertiles, l'opinion dégage des conclusions tendant à dire: il faut reviser les données de la diplomatie d'après-guerre.

Cette revision pourrait consister à rétablir dans le concert européen le réseau des Etats slaves, de la Russie à la Bulgarie, en passant par la Pologne et la Tchécoslovaquie, comme contre-poids à l'expansion naturelle de l'Allemagne. Pour arriver à ce résultat, on prendrait les Etats du bloc russe tels qu'ils sont, sans exiger des consultations populaires libres, et on ferait de la pénétration pacifique avec des régimes dont on ne discuterait plus la légitimité. Cela serait une sorte de politique réaliste, répondant à pas mal d'impératifs permanents de la politique française, à savoir compenser la renaissance de l'Allemagne et reprendre dans les pays danubiens et slaves un rôle traditionnel qui est celui d'une certaine fraternité militaire et du rayonnement culturel. Mais ce ne sont là que des prévisions. Pour l'instant, ces voix dans le désert ne se sont encore nullement élevées. Le gouvernement est obligé, par ses rapports étroits avec les Etats-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni, et plus encore par sa vulnérabilité sur le plan colonial et économique, de tenir le plus grand compte des avis de Washington et de Londres, de telle manière que la défense occidentale commune reste pour l'instant le pilier de la politique extérieure française.

On peut toutefois essayer de prévoir des développements dans le sens exposé ci-dessus le jour où, peu après les élections législatives de mai 1956, certains Français individualistes auront repensé le problème de la politique extérieure sous l'angle de la détente et refuseront l'immobilisme actuel. Si la Russie accentue les manifestations d'amitié vers l'Occident, cette possible évolution française sera accélérée.

Pour résumer, il est certain que la France, sous quel gouvernement que cela soit, est décidée à explorer jusqu'au bout toutes les possibilités d'une détente avec la Russie, et cela en plein accord avec l'opinion française, de toutes les nuances politiques. Dépassant les aspects démonstratifs et mondains, si l'on peut dire, des témoignages soviétiques de la détente, les Français ont été assez frappés de la bonne volonté et de la compréhension manifeste dont ont fait preuve les experts russes dans la petite conférence qui a été improvisée à la suite de la conférence de Genève sur l'utilisation pacifique des forces nucléaires. L'apport russe dans ces conversations aurait, selon les informations françaises, été très intéressant. C'est, me dit-on, le premier témoignage positif, si l'on fait abstraction des belles phrases, d'un effort réel de la Russie en faveur d'une détente. Nul doute que les Français ne soient

fortement encouragés par ces constatations à persévérer dans leur politique bienveillante à l'égard de la détente. Même si le gouvernement y voyait certains inconvénients, des considérations de politique intérieure et l'opinion publique l'y obligeraient. Je rappelle à ce propos que presque le quart de la population française vote communiste.

Il est prématuré de considérer les effets des échanges plus approfondis entre les deux blocs, comme Edgar Faure les a préconisés à la conférence de Genève. Ils ne sont pas sans danger pour la France, qui a encore à améliorer beaucoup son statut social. Mais une politique sociale très avancée est-elle une garantie contre la contagion communiste? A constater l'influence extraordinaire que peut souvent acquérir un propagandiste habile, on pourrait souvent en douter. Mais toutes ces considérations, ces soucis, ne sont pas pour demain. Attendons pour voir ce que sont les véritables intentions russes sur la coexistence.

Exposé de M. A. Daeniker
 Ministre de Suisse en Grande-Bretagne

Die Bestrebungen, um zwischen Osten und Westen, der "freien Welt" und dem kommunistischen Block, eine Entspannung herbeizuführen, lassen sich beinahe als eine Folge britischer Initiativen darstellen. Grossbritannien, dessen Lebensinteressen auf den freien Handel und Verkehr angewiesen sind, dessen Ernährung zur Hälfte von ausländischen Zufuhren abhängig und dessen Wohlstand weitgehend von der Entwicklung seiner Exporte bedingt ist, das schliesslich in Anbetracht seiner weltweiten Verantwortlichkeiten andauernd nach einer Entlastung an allen Fronten wird trachten müssen, kann sich auf die Dauer mit der Gefährdung, die die Absonderung der Welt in zwei sich bedrohlich gegenüber stehende Gruppierungen auslöst, nicht abfinden. Ungeachtet welcher Partei die Regierungen der Nachkriegszeit angehört hatten, haben sie stets auf eine Stabilisierung der Verhältnisse in Europa auf der Basis der Koexistenz hintendiert; freilich durfte - nach Ansicht der konservativen Regierung, der übrigens Labour mehrheitlich beistimmte - ein Versuch zu einer konstruktiven Lösung erst unternommen werden, nachdem alle Voraussetzungen zu einem geschlossenen Vorgehen der Westmächte erfüllt waren.

Die Wahlen zum Unterhaus im vergangenen Frühjahr wurden unter den starken Erwartungen ausgetragen, die das Versprechen der Regierung Eden, mit den Sowjetmachthabern unverzüglich auf höchster Ebene ins Gespräch zu treten, ausgelöst hat. Wenn nun zwar der Ausgang der Genfer Viererkonferenz auch in der englischen Öffentlichkeit mit deutlicher Erleichterung aufgenommen worden ist, insoweit als eine unmittelbare Kriegsgefahr als gebannt gelten darf, ist man sich dennoch bewusst, dass sie die eigentlichen Konfliktstoffe erst recht verdeutlicht hat und schon deshalb die Spannung nicht als behoben angesehen werden kann. In den Regierungskreisen, die über eine jahrzehntelange Erfahrung im Umgang mit den russischen Machthabern verfügen, mit denen sie bald als Bundesgenossen und bald als Gegnern zusammengekommen sind, ist man vom veränderten Ton und der neuen Taktik der heutigen Sowjetvertreter wenig beeindruckt. Grössere Erwartungen als auf die Aussenministerkonferenz im Oktober werden auf die auf den verschiedensten Ebenen sich anbahnenden Kontakte, speziell zwischen verantwortlichen Staatsmännern des Ostens und Westens, gesetzt, weil damit mindestens der Weg zu weiteren Unterhaltungen offen bleibt. Unter diesem Gesichtspunkt, d.h. in der Hoffnung auf ein besseres Sichverstehen, ist denn auch der auf nächstes Frühjahr anberaumte Besuch Marschall Bulganins und Khruschtschevs in England fast einhellig begrüsst und in allen Lagern mit Genugtuung entgegengenommen worden.

Ebenso wie es immer das Bemühen der britischen Politik bleiben wird, bei einem akuten Konflikt die Fronten auseinanderzuhalten und möglichst ausser Schussweite zu setzen - erinnert sei an die Interventionen in Korea, in Indochina und im Formosakonflikt - wird es beinahe als ein Axiom betrachtet, dass, solange die gegnerischen Parteien zu einer nützlichen Aussprache vereinigt werden können, begründete Hoffnung auf die Ueberwindung eines Konflikts besteht. Man hat der britischen Diplomatie die Fähigkeit zugesprochen, ein Problem aus der Welt diskutieren zu können. Jedenfalls steht ihr aus der Behandlung der Kolonialprobleme und speziell Indiens ein reiches Kapital an praktischer Erfahrung zur Verfügung, wie sich vorhandene Differenzen herauschälen und auf eine einfache Formel reduzieren lassen, um sie im Kompromisswege zu einer Lösung zu führen. Noch heute erinnert man beim Foreign Office mit Stolz und Genugtuung an die erfolgreiche Ueberwindung der Triestiner-Frage.

Schliesslich kennzeichnet ja die britischen Methoden auch das Suchen nach einer empirischen Lösung - wäre es auch nur eine Teillösung - wenn eine solche konkrete Resultate zu zeitigen verspricht und derart dem Gesamtproblem beizukommen ist. Dabei lässt man sich weder in ein vorgefasstes System hineinzwängen noch durch die Zeit bedrängen; der Zeitfaktor hat sich immer als ein wertvoller Helfer erwiesen. Als typisches Beispiel dieser Tendenz erwähne ich den Edenschen Antrag an die Viererkonferenz, um unter dem status quo in einem unbestimmt gelassenen Umfang entlang der heutigen Demarkationslinie gemischte Inspektionsequipen zur Anbahnung einer europäischen Rüstungskontrolle einzurichten.

Lange Zeit bildete es ein Axiom der europäischen Politik Grossbritanniens, das Aufkommen eines Staats mit dominierender Machtfülle in Osteuropa zu verhindern, während es im Gegenteil ein Ziel seiner Nachkriegspolitik geworden ist, in Westeuropa ein Staatengebilde, basierend auf wirtschaftlichem Zusammenschluss, militärischer Konzentration und politischem Interessenausgleich, aufzubauen, das im Sinne der frühern Politik des Gleichgewichts ein Gegengewicht zum monolithischen Block Osteuropas bilden könnte. Es kann sich, wie zur Zeit der "splendid isolation", nicht weiter leisten, seine Stellungnahme zur Entwicklung, die sich in Europa vollzieht, sich vorzubehalten; doch, obwohl es dem Schicksal des europäischen Kontinents mehr denn je verbunden bleibt, da ja beim heutigen Stand der Fernwaffentechnik seine insulare Lage keinen ausreichenden Schutz mehr gewährleisten kann, setzen doch die Abhängigkeit zu Amerika, die Bindungen an das Commonwealth und die Rücksichten auf das weltweite Kolonialreich seiner Bewegungsfreiheit erhebliche Schranken. Sosehr die Erfahrung erwiesen hat, dass ohne aktiven Einsatz Grossbritanniens, auch auf militärischem Gebiet, die Zukunft einer solchen westeuropäischen Staatengruppierung nicht gesichert werden könnte, deutet dieser Umstand allein schon darauf hin, dass sie sich eher auf der Grundlage der Kooperation als der Integration entwickeln wird.

Doch bliebe eine solche Konzentration der Kräfte ein Stückwerk und vermöchte ihren Zweck nicht zu erfüllen, wenn sie nicht auch Deutschland einschliessen würde. Ein Volk, inmitten Europas, das neben der Erfüllung seiner ungesättigt gebliebenen nationalen Aspirationen bereits mit wachsender Dynamik nach neuer Expansion strebt, kann nicht seinem Schicksal überlassen und noch weniger als ein Vakuum behandelt werden. Immer wieder zitiert man in England die Worte Edens: Wenn wir Deutschland neutral und unbewaffnet lassen, wer garantiert dann, dass es unbewaffnet bleibe? Wer aber garantiert, dass ein bewaffnetes Deutschland neutral bleibe? So wird nach englischer Auffassung allein durch einen Zusammenschluss zu gleichen Rechten, aber auch zu gleichen Pflichten und Lasten, wie ihn die Pariser Verträge gewährleisteten, die Expansionskraft Deutschlands wirtschaftlich und militärisch in Schach gehalten werden können; die Erstarkung, die ihm der Anschluss an Westeuropa ermöglicht, sollte mit unwiderstehlich attraktiver Kraft auf die kommunistisch besetzte Ostzone wirken und mit der Zeit eine Lockerung des monolithischen Blocks der Satelliten hervorrufen. Je weiter der mit Grossbritannien verbündete Raum sich nach Osten ausdehnt, desto mehr erhöht sich die Sicherheit der britischen Inseln, mit ihren äusserst verwundbaren Städte- und Industriekonzentrationen in Süd- und Mittelengland gegen Angriffsoperationen mit ferngelenkten Waffen.

Aus diesem Zusammenhang ist der britische "approach", d.h. sind die Anträge, die Premierminister Eden für eine Stabilisierung Europas an die Viererkonferenz gerichtet hat, zu verstehen, nämlich: die Wiedervereinigung Deutschlands im Wege freier Wahlen, wobei die aus solchen hervorgehende deutsche Regierung über ihre künftige Bündnispolitik frei soll entscheiden können; als Garantie gegen die dadurch herbeigeführte Machtverschiebung, den Abschluss eines Viermächte-Sicherheitspakts mit dem vereinigten Deutschland, eine europäische Rüstungskontrolle entlang den neugeschaffenen Grenzen und die Einrichtung einer entmilitarisierten Zone zwischen Ost und West (die nicht notwendigerweise mit der deutschen Ostzongrenze zusammenzufallen hätte); alle diese Vorschläge blieben abzustimmen auf die seitens der UN-Abrüstungskommission zu gewärtigenden Anträge; schliesslich noch das Postulat grösserer Bewegungsfreiheit und vermehrter Kontakte zwischen Osten und Westen.

Man hat beim Foreign Office zum vornherein nur geringe Hoffnungen darauf gesetzt, dass diese Vorschläge die Grundlage für die künftige Behandlung des Problems der europäischen Entspannung bilden würden. In der Tat muss es als einziges sicheres Ergebnis der Viererkonferenz angesehen werden, dass die Sowjetregierung bis auf weiteres für die deutsche Wiedervereinigung im gesamteuropäischen Rahmen nicht Hand bieten wird; ja man steht heute im Foreign Office noch mehr als zur Zeit der Viererkonferenz unter dem Eindruck, dass sie hartnäckig an ihrer Politik in der Deutschlandfrage festhalten werde, da sie offenbar ihre Hoffnungen darauf gesetzt habe, im Wege der Aufnahme bilateraler Beziehungen den politischen Einfluss Adenauers ausschalten und so allmählich die Bundesrepublik aus ihren Bindungen mit dem Westen herausbrechen zu können.

Wenn tatsächlich die Teilung Deutschlands an sich den hauptsächlichsten Grund für die fortgesetzte Unsicherheit in Europa bildet - wie man in England immer wieder betont, weil sie ständig neue Reibungen hervorruft und zu Pressionen Anlass gibt - wie konnte da der kommunistischen Seite, die doch offenbar an der Aufrechterhaltung dieses Zustands ein Interesse hat, zugemutet werden, sie werde ohne weitgehende Konzessionen für die Zukunft darauf verzichten? Zum beantragten Sicherheitspakt bemerkte der Londoner Sowjetbotschafter J. Malik, man könne sich nicht vorstellen, wie ein solcher objektiv gehandhabt werden könne, wenn vier der fünf Garanten unter sich durch eine Militärallianz verbunden seien. Und schliesslich, wie sollte das Angebot einer Entmilitarisierung der Ostzone als annehmbare Kompensation für die weitreichenden Pfänder, die Russland in dieser Zone mit ihren Bodenschätzen und ihrer fortgeschrittenen Sowjetisierung besitzt, erachtet werden?

Wenn hingegen trotz der deutlichen Absage, welche die in der deutschen Wiedervereinigung verankerten alliierten Vorschläge für eine Entspannung erfahren haben, Eden weiter vom "Zwillingenproblem" der deutschen Wiedervereinigung und der europäischen Sicherheit spricht und auch eine Erweiterung des Kreises der Sicherheitsgaranten in Aussicht nimmt, liegt es ihm offenbar daran, bei der öffentlichen Meinung nicht nur in England, aber auch in Deutschland den Eindruck zu erwecken, eine Lösung sei auf Grund des erweiterten Edenplans tatsächlich noch möglich. Eine Verkopplung des Gedankens der Wiedervereinigung mit einem europäischen Sicherheitspakt, wie ihn Bulganin versteht, wäre hingegen kaum vorstellbar, da dieser in striktem Gegensatz zu den vorerwähnten Bestrebungen der britischen Nachkriegspolitik durch die Auflösung der bestehenden Bündnisse eine atomistische Zergliederung Europas anstrebt, der die Zweiteilung Deutschlands aufrechterhalten liesse. Mit andern Worten: die Sowjetunion strebt nach Sicherheit gegen eine Wiedervereinigung Deutschlands unter den durch die Pariser Verträge geschaffenen Voraussetzungen, der Westen hingegen erstrebt sie nur im Zusammenhang mit und zwecks Ermöglichung der Wiedervereinigung.

Wie sich aus Erkundigungen, die letzte Woche beim britischen Foreign Office eingezogen wurden, ergibt, lässt man sich dort schon mit Rücksicht auf die Euphorie der öffentlichen Meinung und um keinen weiteren Versuch zu einer Verständigung unversucht zu lassen, von der Annahme leiten, als sei es der Sowjetunion mit dem Verständigungswillen so ernst, dass sie dennoch ihre Mitwirkung an der deutschen Wiedervereinigung in Kauf zu nehmen gewillt sei. Sie könne sich schliesslich der Einsicht nicht verschliessen, dass für die Westmächte das vorgeschlagene Vorgehen die Vorbedingung und den Ausgangspunkt für die Lösung aller andern Fragen im europäischen Raum bilden. Da indessen der Vorschlag des gleichzeitigen Abschlusses eines Sicherheitspakts und der Einführung der Rüstungskontrolle zwischen Deutschland und seinen Nachbarn sich nicht als gangbar erwiesen habe, scheint man beim Foreign Office bemüht zu sein, denselben daraufhin zu analysieren,

wie gegebenenfalls die einzelnen Faktoren zeitlich aufeinander abzustimmen wären. Die Lösung der Deutschlandfrage, von der Vorbereitung der Wahlen und deren Durchführung, der Bildung einer gesamtdeutschen Regierung, bis zur Einigung über ein neues Grundgesetz und eine neue Aussenpolitik, bilde einen langfristigen Vorgang, der drei Jahre und länger dauern könne; der Sicherheitspakt und das Kontrollsystem hingegen liessen sich jederzeit kurzfristig in Kraft setzen. Man prüft deshalb, um eine neue Verhandlungschance mit den Russen zu erproben, die Frage, in welchem Stadium des Prozedere der Wiedervereinigung die erwähnten Sicherheitskautelen in Kraft zu setzen seien; freilich habe man eine Einigung mit den westlichen Partnern und den Deutschen darüber noch nicht erzielt. Für die Russen sehe man einen Vorteil darin, dass sie bereits in einem verhältnismässig frühen Stadium gewisse Garantien wie die "Verdünnung" der einander gegenüberstehenden Streitkräfte erhalten könnten, bevor die vom Westen angestrebte Wiederherstellung der deutschen Einheit zur vollendeten Tatsache geworden wäre. Doch gibt man sich keinen Illusionen darüber hin, dass diese Ueberlegungen für die Russen einen genügenden Anreiz bedeuten werden, um ihre Haltung zur Deutschlandfrage zu revidieren.

Wie denn ist die Insistenz, mit welcher der Frage der deutschen Wiedervereinigung absolute Priorität verliehen wird, angesichts der geschilderten geringen Erfolgsaussichten zu verstehen? Nicht allein aus der praktischen Ueberlegung, dass die Zweiteilung die Quelle stets erneuerter Störungen der europäischen Ordnung darstellt, sondern ebenso sehr, weil das Problem der Wiederherstellung der deutschen Einheit dermassen zum Spielball der Rivalitäten der Weltpolitik geworden ist, dass die Westmächte unter allen Umständen beim deutschen Volk den Eindruck aufrechterhalten müssen, dass sie willens und auch fähig sind, dessen nationale Aspirationen wirksam zu unterstützen, wenn nicht überhaupt in Erfüllung zu bringen, soll nicht die Stellung Adenauers und seiner treu zum Westen haltenden Gefolgschaft ernstlich untergraben werden. Wie weit indessen britische Kreise tatsächlich und unmittelbar sich für die Wiedervereinigung als solche interessieren und das Postulat nicht nur propagieren, um die Bundesrepublik im Rahmen der westeuropäischen Einheit zu erhalten, bleibt eine offene Frage. In England ist man sich darüber durchaus im klaren, wie sehr die "Loyalität" Deutschlands zum Westen auf brüchiger Basis beruht und allein durch den politischen Einfluss des derzeitigen Bundeskanzlers verbürgt wird. Eine Abkehr von dessen Politik würde den Einfluss Englands, aber auch das mühsam geschaffene Gleichgewicht, in verhängnisvollem Mass untergraben.

Wie sind demgegenüber die Aussichten auf dem Sektor der Abrüstung zu beurteilen? So paradox es scheinen mag, kann man doch wohl behaupten, die Drohung der Verwendung von Nuklearwaffen sei heute noch praktisch die weitestreichende Sicherheitsgarantie; so hat denn auch die von Churchill im Frühjahr angekündigte Herstellung der Wasserstoffbombe beim englischen Volk bis weit in die Kreise der Linken volle Zustimmung erhalten.

Die Viererkonferenz hat dem in New York tagenden Subkomitee der UN-Abrüstungskommission neue Aspekte eröffnet, ehe es Gelegenheit hatte, zu den weitreichenden Vorschlägen in der Sowjetnote vom 10. Mai d.J. Stellung zu nehmen. Der britische Delegierte, Staatsminister Anthony Nutting, hat vor seiner Abreise nach New York die Lage treffend dahin gekennzeichnet, dass "wir alle noch gewissermassen im Dunkeln tappen, aber doch immerhin Anzeichen zum Bessern vorhanden sind". Die britische Presse und Öffentlichkeit glauben in der russischen Annäherung an das britisch-französische Programm eine vielversprechende Wendung erblicken zu können; doch bleibt die Frage der einzurichtenden Kontrolle noch immer ungelöst. Auch im Westen hat heute die Einsicht Durchbruch gefunden, dass es eine durchgreifende Kontrolle über die an Nuklearwaffen vorhandenen Vorräte und deren Herstellung nicht geben könne; somit werden die Westmächte sich nicht bereit finden, sich einer Beaufsichtigung zu unterziehen, von der zum vornherein feststeht, dass sie auf der Gegenseite unwirksam bleibe, ja gegen sie missbraucht werden könne. Wenn derart eine Kontrolle des Verbots der A- und H-Bomben unmöglich bleibt, fragt man sich in London, wie man sich dann mit der Sowjetunion über die Kontrolle der Reduktion der Mannschaftsbestände und der konventionellen Bewaffnung werde verständigen können. Wird es darum nicht besser sein, zunächst solche Sofort-Programme in Angriff zu nehmen, wie sie Präsident Eisenhower und Premierminister Eden an der Viererkonferenz, aber auch die Sowjetunion in der Note vom 10. Mai vorgeschlagen haben, umso mehr als man ja auf dem Gebiet der Rüstungskontrolle überhaupt noch nicht über praktische Erfahrungen verfügt? Die britische Regierung hat bis dahin zu den bekannten Vorschlägen Eisenhowers noch nicht Stellung genommen; umgekehrt haben ihre eigenen Vorschläge über die Aufstellung von "joint inspection teams" entlang der Demarkationslinie, die nicht zu verwechseln sind mit den im Rahmen eines Sicherheitspakts einzusetzenden Kontrollorganen, sondern vielmehr lediglich einen ersten experimentellen Schritt zu einer europäischen Rüstungskontrolle darstellen sollen, keine Reaktion der Gegenseite hervorgerufen. Die Russen werden sich kaum einer Aufsicht, die auf die sie hauptsächlich interessierenden konventionellen Waffen beschränkt bleibt, unterziehen wollen, es sei denn im Rahmen ihrer eigenen Vorschläge für ein auf die wichtigeren Verkehrsknotenpunkte verteiltes Kontrollsystem, das indessen nur zu deutlich an die ominöse Kontrolle unter dem koreanischen Waffenstillstandsabkommen erinnert.

Ungeklärt bleibt auch die Frage, inwieweit den Preis für die russische Annäherung an das britisch-französische Abrüstungsprogramm das Verlangen einer Aufgabe der Militärbasen und des Rückzugs der Truppen auf fremdem Staatsgebiet darstellt, bezweckt derselbe doch im Zusammenhang mit dem vorgeschlagenen europäischen Sicherheitssystem nach den eigenen Worten Bulganins eine Rückführung zu den Zuständen vor dem letzten Weltkrieg, also einer Fragmentation der europäischen Staaten, die an Stelle der

bisher erhaltenen konkreten Sicherheiten ihre Zuflucht in einem abwartenden Neutralismus finden müssten.

So hat die Viererkonferenz keines der grundlegenden Probleme einer Lösung näher gebracht; doch ist das Bedürfnis ^{nach} einer Entspannung derart ausgesprochen, dass allein schon die klare Herausarbeitung der vorhandenen Divergenzen und der allseitig bekundete Wille, dieselben weiterzudiskutieren, als eine wirkliche Erleichterung empfunden worden ist. Auch beim Foreign Office warnt man vor der verbreiteten Euphorie, die vom kommunistischen Lager so eifrig gefördert wird, um die Welt darüber hinwegzutäuschen, dass die sie bedrängenden Konfliktstoffe weiterbestehen; denn der "Geist von Genf" soll nicht Selbstzweck, sondern nur Mittel zum Zwecke der Lösung der dringlichen materiellen Aufgaben bilden, wie es Präsident Eisenhower und Staatssekretär Dulles eben noch so eindringlich in Erinnerung gerufen haben.

Exposé de M. Albert Huber
 Ministre de Suisse auprès de la
 République fédérale d'Allemagne

I. Symptome der Entspannung seit Stalins Tod

Seit Stalins Tod sind in den Beziehungen zwischen West und Ost Symptome der Entspannung eingetreten, die nicht mehr übersehen werden können: Einlenkende Schritte der Sowjetunion, zuerst sporadisch, dann häufiger, wurden in den letzten Monaten geradezu zur spektakulären Entspannungsoffensive. Ich erinnere an einige Hauptereignisse: Zwei Kriege, der in Korea und der in Indochina, wurden beendet */. Die Fragen von Trient (1954) und des österreichischen Staatsvertrages (15.5.1955) wurden mit Zustimmung der Sowjets gelöst.

In der Abrüstungskommission, die vor einem Jahr wegen Ergebnislosigkeit ihre Arbeit einstellte, machten die Russen am 10. Mai Vorschläge, die sich - zum ersten Mal - den westlichen wenigstens annähern **/. Rotchina gab die gefangenen amerikanischen Flieger frei und fast sensationell wirkte der russische Besuch in Belgrad und in erster Linie Adenauers Einladung nach Moskau (7.6. 1955). Vor allem kam es zur Genfer Viermächtekonferenz - der ersten Begegnung auf höchster Ebene seit Potsdam. Dabei trugen die russischen Machthaber ein völlig neues Gesicht der Freundlichkeit und Versöhnlichkeit zur Schau.

Diese neuen Methoden fanden keine einheitliche Beurteilung. Einige sehen darin den Beginn der Entspannung, andere blosser Gesten, wieder andere nur ein Täuschungsmanöver. Um ihre wahre Tragweite zu erkennen, scheint mir wichtig, die Entspannungssymptome zu konfrontieren mit den Ereignissen, welche die Spannungen verursachten. (Vergleichen wir in den einzelnen Spannungsfeldern die Spannungs- und Entspannungstendenzen, so wird die Diagnose erleichtert).

II. Ich lasse die mehr lokalen Krisenherde - wie Triest, Suez, Saar, Israel, Iran, Nordafrika - ausser Betracht und beschränke mich auf die eigentlichen west-östlichen Spannungen. Für diese scheinen mir folgende vier bis fünf Tatsachen kausal zu sein:

*/ durch den Waffenstillstand von Panmunjom 1953 und durch die Genfer Asienkonferenz 1954.

**/ am 14. August kündigten sie die Entlassung von 640'000 Mann an bis 15. Dezember 1955.

1. Das Eindringen Russlands nach Europa:

Im Gegensatz zum Wiener Kongress, der sehr darauf bedacht war, Russland in seine Schranken zurückzuweisen, wurde in Jalta und Potsdam dem viel gefährlicheren kommunistischen Russland ein tiefes Eindringen nach Zentraleuropa gestattet: die sowjetischen Truppen stehen 150 km vor Frankfurt, wenige km vor Wien und vom Aegaeischen Meer. An diesem Spannungszustand hat sich so gut wie nichts geändert.

2. Spaltung Europas und Deutschlands:

Eine andere Hauptursache der Spannung entstand aus der Spaltung Europas und Deutschlands; sie begann als die Sowjets - unter Verletzung des Selbstbestimmungsrechts - in dem befreiten Osteuropa an Stelle der Hitlerschen Diktatur ihre eigenen kommunistischen Diktaturen errichteten */ und als die Russen - im Widerspruch zu der in Potsdam beschlossenen gemeinsamen Verwaltung Deutschlands - die Ostzone praktisch annektierten. Von da an teilte ein eiserner Vorhang Deutschland und Europa. Der Kalte Krieg wurde noch intensiviert als die Sowjets versuchten, mit Hilfe der Kominform die westlichen Staaten revolutionsreif zu machen. Nur mit knapper Not vermochte Westeuropa - hauptsächlich dank Marshallhilfe - dieser Gefahr zu entgehen. Von dieser Stabilisierung abgesehen, hat sich in diesem Spannungsfeld nichts modifiziert.

3) Militärisches Ungleichgewicht:

Dieses politische und militärische Vordringen der Russen fiel umso stärker ins Gewicht, als Amerikaner und Engländer nach Schluss des Weltkrieges überetürzt demobilisierten, während die Russen ihre Rüstungen nur wenig reduzierten. Zwischen Ost und West entwickelte sich ein gefährliches Ungleichgewicht der militärischen Kräfte. Dieses russische Übergewicht wurde zu einer Hauptursache der internationalen Spannung.

Die Reaktion des Westens war: die amerikanische Aufrüstung, Schaffung der NATO und SEATO und die Wiederaufrüstung Westdeutschlands. Rund 200 amerikanische Militärstützpunkte entstanden ringsum die Sowjetunion und verteilt auf die ganze Welt: von Grönland, Island über die Azoren nach Europa und von Nordafrika und der Türkei über die Philippinen, Formosa nach Korea und Japan. Diese "Politik der Stärke", des "Containment", des "Roll back", wie die verschiedenen Phasen der Aussenpolitik Trumans und Eisenhowers hießen, traf die Russen am neuralgischen Punkt und veranlasste nach Stalins Tod die neuen Machthaber - wahrscheinlich das Duumvirat Beria-Malenkov - zu einer Revision ihrer Aussenpolitik.

*/ Was das Problem der Satelliten anbetrifft, ist es in Genf von der Tagesordnung verschwunden und auch für die Oktoberkonferenz nicht vorgesehen, also auch keine Änderung.

4. Indirekte Kriege:

Die internationale Spannung verschärfte sich, als die Sowjets 1947 den Krieg in Griechenland entfesselten, sie wurde gefährlich, als sie 1948 zur Blockade Berlins ausholten. Der Höhepunkt der Spannung trat ein, als sie 1950 den indirekten Krieg in Korea und 1953 in Vietnam auslösten */.

Der Koreakrieg bedeutete eine besonders gefährliche Ausweitung der ost-westlichen Spannungen, denn es kam damit zum Konflikt und Krieg mit Rotchina. Trotz Beendigung des Korea- und Vietnam-Krieges in Panmunjom und der Genfer Asienkonferenz bilden Korea, Formosa und Vietnam heute noch gefährliche Unruheherde - wie akute, zeigen die jüngsten Zwischenfälle in Seoul und Saigon und der Formosastrasse.

5) Unstetigkeit der russischen Aussenpolitik:

Eine weitere Ursache der internationalen Spannung liegt in der Unstetigkeit der russischen Aussenpolitik. Sie begann schon vor dem Krieg, als die Sowjets, diese "Exponenten des Antifaschismus", den Pakt mit Hitler schlossen, als sie, die "Vorkämpfer des Friedens", Finnland überfielen, die baltischen Staaten besetzten und dem von den Nazis überfallenen Polen in den Rücken fielen. Die Zickzacklinie ihrer Politik ist geblieben. Der als Freiheitskämpfer gefeierte Marschall Tito wurde 1948 zum "Faschisten und Kriegshetzer in amerikanischen Diensten" und jetzt wieder als Freund angesprochen. Noch im Januar 1954 verhinderte Russland an der Berliner Konferenz den Staatsvertrag mit Oesterreich und ein Jahr später ergriff es die Initiative zu seinem Abschluss. Adenauer, jahrelang als "Kriegshetzer und Faschist" angegriffen, wird nach Moskau eingeladen. Paure, dem am 9. April 1955 die Kündigung des russisch-französischen Allianzvertrages überreicht wurde, wird ebenfalls nach Moskau eingela **/.

*/ Stärke sowjetischer Streitkräfte nie bekannt gegeben, werden von UNO geschätzt:

Sowjetische Streitkräfte	4'750'000
+ Satelliten	<u>1'250'000</u>
	6'000'000

In Deutschland: 4 britische, 6 amerikanische, 4 französische Divisionen und 22 sowjetische Divisionen.

Mit Entlassung der 640'000 Mann geht die Sowjetunion daran, die Stärke ihrer Landtruppen an die neuen Verhältnisse der Atomwaffen anzupassen. Dieser Verminderung kommt kaum entscheidendes Gewicht zu, doch dürfte sie bessere Vorbedingungen für das kommende westöstliche Abrüstungsgespräch schaffen.

**/ Die oft geschmähte schwedische und schweizerische Neutralitätspolitik wird plötzlich als Vorbild hingestellt.

(Undens: Skandinavisches Neutralitätsrecht).

Die bald mit Gewalt und Unterminierung, bald mit Einschüchterung und Bluff operierende russische Aussenpolitik führte zur fast totalen Zerstörung des internationalen Vertrauens, zu einem Vakuum, das die acht Tage Versöhnlichkeit der Genfer Konferenz nicht auszufüllen vermochten.

III. Analyse der Entspannungssymptome aus der Perspektive Bonns.

Das Fazit, das Bonn aus dieser Lage zieht, ist eine sehr skeptische Beurteilung der weltpolitischen Entspannung. Vielleicht ist Bonn skeptischer als alle anderen Hauptstädte, weil Fortschritte - etwas einseitig, aber psychologisch verständlich - daran gemessen werden, ob sie Deutschland der Wiedervereinigung näher bringen. Nach deutscher Auffassung bedeutet das Einlenken des Kremls, seine "Offensive der Liebenswürdigkeiten", keine grundsätzliche Wende, keine Wandlung der Ziele, sondern nur einen Wechsel der Tonart, der Methoden - blosse Gesten!

Zunächst glaubt man nicht in Bonn, dass der Kalte Krieg definitiv abgebrochen sei. Dieser gehe weiter: Nach wie vor wühle die Kominform in der Politik aller westlichen Staaten. In den Satellitenstaaten werden die kommunistischen Diktaturen mit Gewalt aufrechterhalten; Korea, Formosa, Vietnam bleiben - trotz der Waffenruhe - gefährliche Krisenherde. Vor allem wurde - nach Bonner Auffassung - kein Fortschritt in der deutschen Frage erzielt. Alle Spannungselemente: die Spaltung Deutschlands, die anormale Lage Berlins, der fehlende Friedensvertrag bestehen weiter. Die Zukunft verspreche keine grossen Hoffnungen. Die Russen beteuern zwar, dass sie für die Wiedervereinigung seien */. Was sie in Wirklichkeit wollen, sei die Erhaltung ihrer Kriegserregenschaften - des territorialen und politischen status quo in Deutschland. Vor allem wollen sie keine Wiedervereinigung im Wege freier Wahlen, weil diese das kommunistische Regime in der Deutschen Demokratischen Republik wegfegen und bei den Satelliten unterminieren würden **/.

*/ Sie bedienen sich der Wiedervereinigung als eines Köders, um die Bundesrepublik aus der engen Verbindung mit dem Westen herauszulocken; seitdem sie von Adenauer in dieser Hinsicht nichts mehr erwarten, wollen sie Zeit gewinnen in der Hoffnung der Nachfolger des 80-Jährigen werde kompromissbereiter sein.

**/ Wenn die Sowjets die Wiedervereinigung durch direkte Verhandlungen zwischen Bonn und Ostberlin wollen, so heisst das, dass das zahlenmässige Übergewicht der Bundesrepublik (50 Millionen gegenüber 18 Millionen) durch einen grotesken Trick unwirksam gemacht werden soll.

Die bisher erzielte Entspannung sei nur eine Verbesserung der Atmosphäre, also eine bloss oberflächliche Entspannung; schon in der Aussenministerkonferenz im Herbst würden die Gegensätze hart auf hart aufeinanderstossen, besonders in der deutschen Frage. Bonn ist voller Befürchtungen. Die Angebote des Westens, die den Sowjets Sicherheit gegen eine deutsche Aggression geben sollten, schob Bulganin fast verächtlich beiseite: Den Sicherheitspakt à la Locarno mit einem wiedervereinigten Deutschland, eine Begrenzung der gesamtdeutschen Streitkräfte auf 12 Divisionen, Schaffung einer entmilitarisierten und inspizierten Zone in Deutschland: "Das sei für schwache und kleine Staaten". Für Adenauer ist die Wiedervereinigung ein Schlüsselproblem einer wirklichen Entspannung. In diesem Punkt kommt in Bonn immer wieder die Befürchtung auf, der Westen könne sich - um der internationalen Entspannung (appeasement) willen - mit dem gespaltenen Korea, Vietnam und Deutschland abfinden. "Entspannung auf Kosten Deutschlands" heisst der Albtraum Adenauers! Zu seiner Erleichterung zerstreuten die Westmächte in Genf - und noch dieser Tage Eden */ und Eisenhower **/ - seine Befürchtungen mit der Erklärung, die Wiederver-

*/ Eden erklärte kürzlich vor einer Parteiversammlung der Konservativen in Warwick, die Regierung Ihrer Majestät sei unerschütterlich in ihrer Meinung, dass es in Europa keine Sicherheit geben könne, solange Deutschland geteilt sei. Wörtlich sagte Eden: "Wir glauben, dass es gefährlich ist, die eindrückliche politische Tatsache zehn Jahre nach Kriegsende zu ignorieren".

**/ Eisenhower erklärte am 24. August vor der American Bar Association in Philadelphia, dass Amerika nie russisches Unrecht an Nationen akzeptieren kann in der Begierde ("in an eagerness to avoid war"), den Krieg zu vermeiden. Ohne die Sowjetunion zu nennen, sagte Eisenhower, die Teilung Deutschlands, die Beherrschung von Satellitenstaaten und der Gebrauch internationaler Subversion sind Verletzungen der Menschenrechte und Nationen. In Gerechtigkeit zu anderen und zu uns selbst, sagte Eisenhower weiter, können wir nie dieses Unrecht als einen Teil des Friedens, den wir wünschen und suchen, akzeptieren.

Fr. Poncet erklärte gegenüber Adenauer völlige Uebereinstimmung der Ansichten.

Adenauer hat am 17. Juli im Plenum des Deutschen Bundestages gesagt, er halte im Hinblick auf in der letzten Zeit laut gewordene Aeusserungen folgende Erklärungen vor dem Deutschen Bundestag in seiner letzten Sitzung für notwendig: "Ein europäisches Sicherheitssystem, das die Beibehaltung der Teilung Deutschlands vorsieht, ist für uns unannehmbar. Ein System, das die Teilung Deutschlands für eine gar nicht zu schätzende Zeit festlegt, würde Europa keine Sicherheit geben".

einigung sei entscheidend für eine Entspannung in der Welt. Die Wiedervereinigung wird Hauptgegenstand der Aussenministerkonferenz sein.

Nach Auffassung Bonns verfolgen die Russen unverändert die gleichen Ziele: Die USA aus Europa auszuschalten durch Auflösung der Bündnisse mit Westeuropa und Beseitigung der amerikanischen Stützpunkte. Ihr Fernziel sei: zwischen Ural und Atlantik soll es nur eine einzige Militärmacht geben - die Sowjetunion! Sie hoffen, das mit einer Politik der Entspannung am ehesten zu erreichen. Deshalb gab sich Bulganin in Genf als Apostel der internationalen Entspannung. Zweck dieser Taktik sei, den Westen in Sicherheit zu lullen, um seine militärischen Massnahmen und Allianzen als nicht mehr gerechtfertigt erscheinen zu lassen. Washington soll kompromissreif gemacht werden, insbesondere in der deutschen Frage.

Eine solche Politik der Koexistenz, der Entspannung und des Zeitgewinns, sagt Bonn, sei eine Politik der blossen Atempause und von ihr sei keine echte Entspannung zu erwarten.

IV. Eigene Auffassung.

Die von der Genfer Konferenz zuerst ausgelöste Euphorie hat allgemeiner Ernüchterung Platz gemacht. Realistisch betrachtet blieb übrig eine Verbesserung der persönlichen Kontakte zwischen Ost und West, eine Atmosphäre der Versöhnlichkeit, der Wille, eine Entspannung anzubahnen. Das ist immerhin etwas Positives, das nicht ganz beiseite geschoben werden darf, weil ein solches Klima die erstarrte internationale Politik in Fluss bringen kann. Uebrigens trugen zu dieser Verbesserung nicht nur die Gesten der Russen, sondern ebenso sehr der Westen bei, insbesondere als er die vor fünf Jahren inaugurierte Politik der Stärke zu einer Politik des Gleichgewichts reduzierte. Die gefährliche Vorstellung, man könne eines Tages mit den Sowjets von einer Position der Stärke aus verhandeln und ihnen Bedingungen stellen, scheint fallen gelassen.

Andererseits darf der Fortschritt nicht überschätzt werden. Die in Genf gemachten Erklärungen haben viel zu unverbindlichen Charakter. Der Kalte Krieg wurde nicht beendet, er geht - wenn auch beträchtlich gemildert - weiter. Zunächst darf nicht übersehen werden, dass der Kalte Krieg der Versuch der Sowjets ist, für die Schlusauseinandersetzung zwischen der kommunistischen und der westlichen Welt beste Ausgangsstellungen zu gewinnen. Es darf auch nie vergessen werden, dass die Sowjetunion zu diesem Ziel des Endkampfes durch ihre kommunistische Ideologie verpflichtet bleibt. Solange sie oberste Grundsätze des Völkerrechts, wie die Nichteinmischung in innere Angelegenheiten oder das Selbstbestimmungsrecht der osteuropäischen Völker nicht respektiert, steht die Koexistenz, das friedliche Nebeneinanderleben der Völker, auf schwachen Füßen. Unter diesen Umständen lässt sich auf die bisherige Entspannung noch nicht bauen, besonders wenn man die Gründe der neuen russi-

schen Haltung untersucht. Es handelt sich kaum um prinzipielle Gründe, sondern um solche mehr taktischer und ephemerer Natur. Stalins aggressive Methoden rentierten nicht; sie trugen der russischen Aussenpolitik nur die Einigung und Aufrüstung des Westens, die Einkreisung und Isolierung Russlands ein, die soweit ging, dass der gemeinsame Feind von einst - Deutschland - zu einer Säule der westlichen Front wurde. Wahrscheinlich erheischten die Atempause auch wirtschaftliche Gründe, die allerdings nicht überschätzt werden dürfen: (Der Rüstungswettlauf, die Hilfen an China und die Satelliten, die der Bevölkerung verheissene Belieferung mit Konsumgütern, all dies zusammen mutete dem sowjetischen Wirtschaftskörper zuviel zu, besonders da seit Berias Beseitigung die Wirtschaft nicht mehr mit den selben Terrormethoden wie zu Stalins Zeit angetrieben wird, und eine Rückkehr zum integralen Terror stalinistischer Prägung nicht leicht zu vollziehen wäre.)

Unter diesen Umständen war nicht zu erwarten, dass die in Genf erzielte Entspannung, der "Esprit de Genève", ausreichen würde, konkrete Krisenherde zu beseitigen: Die Abrüstung verzeichnet zwar gewisse Fortschritte, doch steht sie noch in den Anfangsstadien */.

Auch in den Fernostfragen blieb die Lage problematisch. In Korea, China und Vietnam stellt sich - wie in Deutschland - das Problem des halbierten Landes. Seoul, Taipeh und Saigon sind keine erloschenen Vulkane; kaum ein Monat vergeht ohne beunruhigende Zwischenfälle. Vor allem sind geteilte Nationen Vulkane, die selten ganz zum Erlöschen kommen, wie es die historischen Beispiele von Polen, Ungarn und Italien etc. zeigen.

Solche Erwägungen treffen vor allem auf die deutsche Frage zu. Ohne Lösung der Wiedervereinigung ist der Frieden und die Sicherheit Europas und damit die internationale Entspannung nicht gewährleistet. Wenn ein Land von der Grösse Deutschlands, von so wichtiger militär-geographischer Lage und mit so alten historischen und kulturellen Traditionen gegen den Willen seiner Bevölkerung gespalten wird und ein weiterer Teil ohne Friedensvertrag annektiert und die Hauptstadt künstlich zur Enklave gemacht wird, so ergibt das eine besonders gefährliche Kumulierung von Krisenherden. Ohne deren Beseitigung käme Europa kaum zur Ruhe. Dies gilt für die Zukunft noch mehr als für heute. Man lasse sich

 */ Die Abrüstungsvorschläge der Russen vom 10. Mai nähern sich zwar denjenigen des Westens, doch erbrachten sie noch nichts Greifbares, weil die Russen jegliche konkrete Abrüstungsmassnahme von der Verwirklichung einer internationalen Entspannung abhängig machen. Bezüglich der Kontrolle der Atomwaffen - dem Zentralproblem der Abrüstung - scheinen sich gewisse Möglichkeiten abzuzeichnen, seitdem die Amerikaner an Stelle des Baruchplanes neuen Konzeptionen über die Kontrolle zuneigen (Luftinspektion).

nicht täuschen, dass der Unruheherd augenblicklich nicht virulent ist. Es ist richtig, dass in der westdeutschen Bevölkerung keine "Kreuzzugstimmung für die unerlösten Brüder" herrscht. Doch wäre es falsch zu glauben, dass das deutsche Volk sich mit der Existenz zweier deutscher Staaten abgefunden hat. (Verzicht auf Gewaltanwendung entspricht der allgemeinen Volksmeinung; bezeichnend ist aber, dass keine Partei es wagt, einen Verzicht auf die Ostgebiete zu vertreten.) Ein Ereignis wie der Berliner Aufstand vom 17. Juni 1953 zeigt, dass der Freiheitswille nicht erloschen ist. Was geschieht, wenn das bestehende Regime der Unterdrückung weitergeht und zu einer neuen Bewegung à la Sudetenland führte? Was geschieht, wenn ein neuer Aufstand der Bevölkerung blutig unterdrückt würde? Im Jahre 1953 ging dieses Geschehnis ohne nationalistische Reaktion Westdeutschlands vorüber. Ob das erstarkte Westdeutschland solches ein zweites Mal so ruhig hinnehmen würde, ist eine offene Frage.

Leider ist die Lösung der Wiedervereinigung nicht in Sichtweite, man sieht nicht einmal den Weg, der zu ihr führt. Wahrscheinlich geht es Moskau um das Gegenteil der Wiedervereinigung: und die Beibehaltung der Spaltung Deutschlands */. Bulganin erklärte am 5. August vor dem Obersten Sowjet, die Wiedervereinigung sei durch "schrittweise Annäherung" zwischen den beiden Teilen Deutschlands zu suchen. Dies bedeutet "Njet", denn direkte Verhandlungen zwischen Bonn und Ostberlin können m.E. zu nichts führen, weil ein Kompromiss zwischen zwei so gegensätzlichen politischen, sozialen und wirtschaftlichen Systemen einfach nicht möglich ist **/.

Es ist noch zu früh, über die Entspannung ein definitives Urteil zu fällen. Vieles bei den Russen ist Taktik, sogar Täuschung, aber vielleicht nicht alles Lug und Trug. Echt sein mag ihr Wunsch nach Abrüstung und insoweit auch ihr Wunsch nach Entspannung, allerdings ohne wesentliches von ihren Kriegserrungen-schaften zu opfern. In den nächsten Monaten wird die Aufrichtigkeit des russischen Bekenntnisses zur Verständigung auf aufschlussreiche Proben gestellt werden: bei der Moskauer Reise Adenauers, bei der Genfer Aussenministerkonferenz und bei den Abrüstungsverhandlungen.

*/ Nach der Genfer Konferenz änderten die Russen ihre Sprache: Sehr offen erklärte Chruschtschew auf der Rückreise in Ostberlin, die Sowjetunion werde dafür sorgen, dass die deutsche Frage nicht auf Kosten der Deutschen Demokratischen Republik gelöst würde.

**/ Bezeichnend für das was zu erwarten stände, ist folgendes Beispiel: Bereits forderte Nuschke, dass im Falle der Wiedervereinigung die Bundesrepublik gewisse kommunistische Reformen einführen sollte.

Wenn es bei all den erörterten internationalen Ungechtigkeiten und Unnatürlichkeiten, diesen latente Krisenherden bleibt, wenn in der UNO die fast unglaubliche Tatsache fortbesteht, dass die Hälfte der europäischen Staaten der Weltfriedensorganisation nicht angehören */, dann hat sich an der Weltlage nicht viel wesentliches geändert und es muss noch viel geschehen, bevor eine klare Diagnose über die russische Entspannungspolitik möglich ist. Dann bleibt nur Adenauers Hoffnung, dass von der gegenwärtigen Gleichgewichtslage ein Druck zu ständigen Verhandlungen, ähnlich den Friedensverhandlungen zur Beendigung des 30-jährigen Krieges, die nach zehn Jahren, 1648, zum Westfälischen Frieden führten.

Unterdessen werden vielleicht für die Friedenserwartungen der Welt auch noch andere Gründe wirksam werden. Der neue Faktor der Atomwaffen gewinnt zunehmenden Einfluss auf alle Probleme: Wirtschaft, Industrie, Strategie, Aussenpolitik und natürlich auch auf die Entspannung. Die Entwicklung der atomaren Waffen hat dadurch eine neue Lage geschaffen, dass bei einem Atomkrieg auch der Sieger Wunden erleidet, von denen er sich kaum erholt. Die grossen Luftmanöver der NATO "Carte blanche" ergaben, dass beide Seiten 350 Atombomben abwerfen konnten; die Manöverleitung kam zum Schluss, dass es keinen Sieger gab. (Selbst bei einem Ueberaschungsangriff könnte der Angegriffene noch so zurückschlagen, dass dem Aggressor tödliche Wunden versetzt würden.)

Dies kann nicht ohne tiefe Auswirkungen auf die Aussenpolitik bleiben. (Bereits ist die Kriegsberedtschaft, wie sie 1950 zum Koreakrieg führte, zurückgegangen.) Der berühmte Ausspruch von Clausewitz "Der Krieg ist die Fortsetzung der Politik mit andern Mitteln" dürfte wesentliche Einschränkungen erfahren. Vor allem reduziert sich "sub specie belli atomici" gesehen das spezifische Gewicht der meisten internationalen Kontroversen sehr erheblich.

Das Risiko eines Atomkrieges scheint auf die Genfer Konferenz bereits eingewirkt zu haben. Darauf dürfte z.B. zurückzuführen sein, dass keine Seite mehr von der sog. Politik der Stärke mehr sprach. In Genf wurde den Regierungschefs beider Weltmächte - also auf der höchsten Ebene- die Unmöglichkeit offenbar, den grossen Krieg als Mittel der Politik anzusehen. Die atomare Entwicklung weist - zwingt vielleicht - auf den Weg der Entspannung. Angesichts dieser Lage darf man die Aussage wagen, dass die Welt seit 1945 nie weiter von der Gefahr eines Weltkrieges entfernt war als heute. (Nicht von lokalen und Kleinkriegen!) Ob aber diese Abschreckung auch für die Zukunft gilt? Für alle Zukunft? Die Behauptung wäre vermessen, dass es in den nächsten

 */ Deutschland, Oesterreich, Italien, Spanien, Portugal, Finnland, Irland, Albanien, Bulgarien, Ungarn, Rumänien und die Schweiz.

Jahrhunderten nie wieder einen Hitler oder Herostraten gäbe. Wie Bundespräsident Petitpierre bei Eröffnung der Atomkonferenz in Genf sagte: "Aujourd'hui encore la politique est en retard sur la science et les relations entre les peuples ne sont plus à la mesure des progrès réalisés dans tous les domaines de la science et de la technique ..." "Une nouvelle façon de penser est essentielle si l'humanité doit survivre."

Exposé de M. de Haller, Ministre de Suisse en URSS

J'ai pensé que notre discussion devait avoir pour objet de dégager les effets que la détente est susceptible de produire, compte tenu des divers facteurs classiques, à savoir: le politique, l'économique et l'idéologique. Il y faut, je crois, ajouter désormais le facteur scientifique, en raison de la portée des découvertes récentes et des possibilités de leur utilisation stratégique.

J'ai admis que ce que l'on attendait de moi, avant d'engager ce débat, c'était une récapitulation des étapes de la détente. J'y ajouterai quelques observations et réflexions. Ce faisant, je ne vous apporterai pas de révélations, ni même des vues originales, car le Kremlin ne m'a pas livré son secret. Souvenez-vous qu'à Moscou le diplomate ne recueille pas de confidences. Il n'a même pas la ressource de discuter les grands problèmes du jour et de faire le classique tour d'horizon avec des personnalités soviétiques, avec des hauts fonctionnaires, et encore moins avec des particuliers. A cet égard et à beaucoup d'autres, la détente ne se manifeste guère, tout au moins à l'égard des diplomates de l'Occident. En revanche, j'ai pu observer que les Russes se montrent plus confiants à l'égard de représentants de pays extra-européens qui n'ont pas encore achevé l'apprentissage de l'indépendance. A l'occasion, nous pouvons en profiter.

*

* *

Avant de parler de la détente, il faut dire deux mots de la tension et chercher à en rappeler l'origine. Qu'elle ait été le fait de Moscou, cela me paraît indiscutable. Au lendemain de la guerre, l'U.R.S.S. se croyait menacée. Elle était affaiblie par l'effort qu'elle avait soutenu pendant quatre ans. De vastes régions de son empire avaient été dévastées. Son économie avait besoin de plusieurs années pour se relever. Elle doutait de la sincérité des sentiments des puissances capitalistes à son égard. Il y avait surtout la hantise de la renaissance de l'impérialisme allemand et d'une collusion entre celui-ci et les adversaires du communisme. N'oublions pas que les Russes prétendent et croient que, pendant la dernière guerre, leurs alliés souhaitaient leur écrasement par l'Allemagne comme ils auraient misé, avant la guerre, sur un conflit entre le Reich et l'U.R.S.S., conflit dont l'issue aurait été l'anéantissement du communisme. Les liens étroits formés entre les Etats-Unis et les belligérants de l'Ouest pendant la lutte commune contre l'Allemagne et ses alliés ne se relâchaient pas; bien au contraire, puisque Washington entre-

prenait, au moyen de ce plan Marshall exécuté par Moscou, de relever ces pays, étendant même son assistance à cette Allemagne, responsable de tous les maux endurés par le peuple soviétique et sans doute, aux yeux de ce dernier, son agresseur de demain.

Il y a eu, à l'origine des actes de l'U.R.S.S. qui ont alarmé le monde occidental, un sentiment de faiblesse doublé de crainte et de méfiance.

Alors que ses alliés de la veille désarmaient, l'Union soviétique conservait donc une armée nombreuse et redoutable. Elle assurait ses frontières en créant le réseau des Etats satellites. La propagande communiste redoublait d'activité dans le monde entier et Moscou accordait tout son appui à la Chine de Mao-Tse-Tung, à la Corée et à l'Indochine. C'était la méthode choisie par Staline pour sauvegarder, et son oeuvre immense d'édificateur de la Russie moderne, et le fruit de ses victoires militaires, qu'il croyait menacés. Il a peut-être cru, comme on l'a prétendu, que l'effort d'armement imposé à ses anciens alliés engendrerait une crise économique qui les ruinerait et provoquerait chez eux l'avènement du communisme, favorisant ainsi, sinon l'hégémonie quasi universelle de Moscou, du moins l'anéantissement de celle du monde capitaliste.

Cette politique de l'U.R.S.S. amena chez ses alliés de la veille le ressaisissement qui se traduisit par l'organisation du dispositif stratégique américain et de tout ce qui en dépend. Ainsi débuta la guerre froide.

*
* *

Passons à la détente et rappelons les principaux actes de la politique soviétique qui l'ont jalonnée:

Dans le discours qu'il prononce aux funérailles de Staline, le 9 mars 1953, Malenkov déclare que l'Union soviétique a poursuivi et continue à poursuivre une politique conséquente pour la préservation et l'affermissement de la paix, une politique de lutte contre la préparation ou le déclenchement d'une nouvelle guerre, une politique de coopération internationale et tendant au développement des relations d'affaires avec tous les pays - une politique qui découle de l'axiome léniniste-stalinien relatif à la possibilité d'une coexistence durable et d'une émulation pacifique entre les deux systèmes opposés du capitalisme et du socialisme.

Six jours après, s'adressant au Soviet suprême réuni en session extraordinaire pour approuver les modifications intervenues dans la composition du gouvernement, Malenkov déclare que le gouvernement soviétique désire coopérer avec tous les pays, indépendamment de leur système de gouvernement, sur la base du

"respect mutuel de leurs intérêts". Il ajoute qu'il n'y a pas de problème qui ne puisse être réglé pacifiquement par accord mutuel entre les pays que ce problème concerne. Il précise que cela s'applique aux relations de l'U.R.S.S. avec tous les Etats, y compris les Etats-Unis d'Amérique. Il ajoute encore que les pays désireux de préserver la paix peuvent faire confiance, maintenant et dans l'avenir, à la politique de paix dont l'Union soviétique ne se départira pas.

Cela est le premier signe concret de la politique de détente vis-à-vis du monde extérieur que l'U.R.S.S. pratiquera à dater de la mort de Staline.

Chou-En-Lai se trouvait à Moscou, à la tête d'une délégation, au moment de la mort de Staline. Il y signa d'importants protocoles relatifs aux échanges commerciaux entre l'U.R.S.S. et la Chine et obtint à cette occasion un accroissement considérable de l'aide russe à l'économie chinoise, notamment l'octroi de nouveaux crédits. On peut voir là le prix que l'U.R.S.S. a payé pour la concession que la Chine fit, quelques jours plus tard, en autorisant la réponse positive du commandement militaire sino-coréen au Général Clark, puis la signature de l'armistice.

Un mois après, le 28 avril, Molotov déclare, dans un message au Congrès de la paix, que le gouvernement soviétique est prêt à négocier un pacte des cinq grandes puissances: U.S.A., U.R.S.S., Grande-Bretagne, France et Chine, pour la paix.

Le 1er mai, Boulganine, alors Ministre de la Défense, prononce un discours modéré où il rappelle la conviction que tout différend peut être réglé par un accord pacifique entre les parties intéressées. Pour la première fois depuis de nombreuses années, la fête du 1er mai est célébrée sans être l'occasion du déclenchement soviétique habituel contre les fauteurs de guerre et les impérialistes.

Peu après, l'U.R.S.S. transforme le caractère de sa représentation en Allemagne et en Autriche. Elle rétablit en juin 1953 des relations diplomatiques normales avec la Yougoslavie avec échange d'ambassadeurs. Même mesure à l'égard de la Grèce, un mois plus tard, tandis que, le 22 juin, les interdictions de voyager en U.R.S.S. aux diplomates et étrangers qui y sont domiciliés sont relâchées. A la même époque, les relations diplomatiques avec Israël, qui avaient été rompues un an auparavant, sont reprises. Ce n'est qu'en mars de l'année suivante que Moscou et Ottawa nomment de nouveau des ambassadeurs à la tête de leurs missions dans ces deux capitales, tandis qu'au mois de juin 1954, presque simultanément, les représentations diplomatiques à Tel-Aviv et au Caire sont élevées au rang d'ambassade et réciproquement.

Le 30 juillet 1953, on célèbre le cinquantième anniversaire du Parti communiste. Cette cérémonie sans précédent paraît être un des premiers indices témoignant de ce que les dirigeants soviétiques cherchent désormais davantage à persuader la masse des citoyens qu'à la contraindre.

Le 8 août suivant, marque une date de première importance dans la chronologie de la détente. Malenkov prononce un discours au Soviet suprême. Il affirme que l'URSS n'entretient aucune revendication territoriale contre un Etat quelconque. Il professe que les différends qui existent entre les systèmes économiques et sociaux ne sont pas un obstacle au renforcement des relations amicales entre les pays. Faisant un tour d'horizon des relations de l'U.R.S.S. avec l'étranger, Malenkov souligne le désir soviétique de les voir s'améliorer sans cesse. Il met l'accent sur le développement des échanges commerciaux. Enfin, après avoir critiqué les méthodes de la guerre froide, il annonce que les Etats-Unis n'ont plus le monopole de la bombe à hydrogène.

Dans le même discours, Malenkov a annoncé l'accroissement de la production des biens de consommation ainsi que différentes mesures destinées à stimuler le zèle des travailleurs agricoles. L'effet de ce discours sur la population fut considérable et donna à la masse l'espoir d'une vie matérielle meilleure.

A la même époque, l'U.R.S.S. conclut avec plusieurs pays occidentaux des accords commerciaux qui, indiscutablement, visent à impressionner favorablement les milieux industriels et ouvriers de ces pays, préoccupés de maintenir le plein emploi.

Le 26 novembre, on promulgue un décret levant l'interdiction du mariage entre citoyens soviétiques et étrangers, qui remontait à 1947. Cinq mois auparavant, les épouses russes de journalistes américains à Moscou avaient enfin reçu les visas de sortie qu'elles sollicitaient depuis des années.

1953 se termine sur l'exécution de Béria et de ses complices, le 27 décembre, après un jugement prononcé à huis clos par la Cour suprême, présidée par le maréchal Koniev et comptant parmi ses membres Chvernink, qui fut Chef de l'Etat jusqu'au lendemain du décès de Staline. Je rappelle que Koniev est aujourd'hui à la tête de l'Etat-major du Pacte de Varsovie.

Si nous passons aux événements saillants de l'année 1954, nous notons que, le 10 février, Molotov présente à la Conférence de Berlin des quatre Ministres des affaires étrangères son projet de Traité général européen sur la sécurité collective en Europe.

A l'Assemblée des Nations Unies, le 25 février, Vychinski demande l'élimination des obstacles au commerce international et des mesures propres à développer les relations économiques.

Pendant que la Conférence asiatique siège à Genève, Malenkov prononce à la fin d'avril au sein du Soviet suprême un discours qui témoigne de modération vis-à-vis de l'extérieur et paraît tendre à encourager l'apaisement à l'intérieur. Il réaffirme le principe de coexistence entre pays de régimes opposés et la nécessité d'encourager la compétition économique.

A la même époque, l'U.R.S.S. adhère à l'UNESCO et ratifie les quatre conventions sur la protection des victimes de la guerre, signées à Genève en 1949; peu après, l'Ukraine et la Biélorussie font de même. Moscou se décide finalement à accepter les obligations de la Charte de l'Organisation internationale du travail et participe pour la première fois à son assemblée annuelle.

Sur le plan intérieur, on enregistre, toujours en juin 1954, un signe de détente intéressant: le montant de l'emprunt annuel d'Etat, franchement impopulaire, est réduit de moitié par rapport à celui des années précédentes. La même constatation se fera en 1955.

En passant, et bien que cela n'affecte pas directement la détente, il faut aussi rappeler la mise en activité en U.R.S.S., le 27 juin 1954, de la première centrale électrique utilisant l'énergie atomique.

C'est le 4 août suivant que, renouvelant l'initiative lancée en février à Berlin, Molotov charge ses ambassadeurs à Paris, Londres et Washington de proposer la réunion prochaine d'une conférence de tous les Etats européens pour examiner le problème du système de sécurité collective en Europe, à laquelle la Chine participerait. Six semaines plus tard, l'U.R.S.S. avise le gouvernement américain qu'elle est disposée à reprendre les pourparlers sur l'organisation d'un pool atomique dans le sens indiqué par le discours Eisenhower du 8 décembre 1953.

Le 5 octobre, l'U.R.S.S. fait savoir au Conseil de sécurité de l'ONU qu'elle approuve l'arrangement intervenu au sujet de Trieste, cela bien qu'auparavant les Soviétiques eussent annoncé qu'ils s'opposeraient à tout règlement susceptible d'intervenir sans leur participation.

Le 12 octobre, à la suite d'une visite à Pékin pour le cinquième anniversaire de la fondation de la République populaire chinoise d'une délégation conduite par Khrouchtchev et dont font partie Boulganine et Mikoïan, on annonce dans les deux capitales que Port-Arthur sera restitué à la Chine en mai 1955, que la Chine recevra de l'U.R.S.S. un crédit de 520 millions de roubles, que deux voies de chemin de fer seront construites avec l'aide soviétique entre la Chine et l'U.R.S.S. et que les parts soviétiques dans les compagnies sino-russes créées pour aider au développement économique de la Chine sont abandonnées par l'U.R.S.S.

Un autre communiqué publié simultanément proclame que les deux gouvernements sont en plein accord sur les questions de politique étrangère et à l'égard des problèmes d'Extrême-Orient.

Le 20 octobre, l'"Etoile Rouge", journal de l'armée soviétique, publie un article consacré au dixième anniversaire de la libération de Belgrade, qui est le premier signe du revirement de l'U.R.S.S. à l'égard de la Yougoslavie, avec laquelle elle renouera dans les mois qui suivent des rapports aussi étroits que possible pour aboutir au pèlerinage de Belgrade et à la publication du communiqué du 3 juin dernier.

La célébration de la Révolution d'octobre, qui a lieu le 6 novembre par suite du changement de calendrier, offrit une autre occasion de baisser le ton. Sabourov y prononça le discours de circonstance, qui fut très modéré.

Quelques jours plus tard, le 11 novembre, Khrouchtchev publie, en sa qualité de Secrétaire du Parti communiste, un communiqué sur la tolérance religieuse qui peut également être interprété comme un signe de détente intérieure.

L'année se termine sur une déclaration de Molotov, le 17 décembre, quant à la perspective d'une reprise des relations normales entre l'U.R.S.S. et le Japon.

Le premier acte de détente de 1955 fut la promulgation d'un décret de l'U.R.S.S. mettant fin à l'état de guerre entre elle et l'Allemagne.

Le 12 février, à l'issue de la session du Soviet suprême, au cours de laquelle Malenkov est brusquement remplacé à la tête du Conseil des ministres par Boulganine, les Missions accréditées à Moscou sont invitées à transmettre aux Parlements de leurs pays un appel préconisant l'établissement de relations directes entre les assemblées législatives nationales, l'échange de délégations parlementaires, des allocutions que des délégations parlementaires prononceraient au sein de Parlements d'autres pays. Ainsi tiendrait-on compte du désir des peuples de voir se développer des relations amicales et des liens de coopération. Plusieurs Parlements ont adressé à Moscou des réponses positives qui ont été publiées. L'Assemblée fédérale n'a à ma connaissance pas répondu.

Trente jours après, le 12 mars, la presse soviétique révèle les entretiens qui ont eu lieu à Moscou avec l'Ambassadeur d'Autriche à la suite des allusions faites au problème autrichien par Molotov dans son discours devant le Soviet suprême. La visite consécutive du Chancelier Raab est marquée par la publication, le 15 avril, du communiqué relatif au traité d'Etat autrichien, lequel est signé à Vienne le 15 mai 1955, une semaine après la dénonciation spectaculaire par Moscou des traités franco-soviétique et anglo-soviétique.

Dans l'intervalle, le Président Boulganine, répondant à un rédacteur de l'agence Tass, déclare à cette agence, à la suite d'une déclaration du Président Eisenhower, du 23 du même mois, que l'U.R.S.S. est favorable à une conférence des grandes puissances tendant à l'atténuation de la tension internationale.

Coup sur coup, on annonce le retour de l'Union soviétique à l'Organisation mondiale de la santé et, le 29 juin, l'adhésion d'un groupe de membres du Soviet suprême de l'U.R.S.S. à l'Union interparlementaire. Peu après, les Soviets suprêmes de l'Ukraine et de la Biélorussie font de même. A la même époque, Moscou soumet des propositions nouvelles sur le désarmement et prend à son compte des chiffres d'effectifs préconisés antérieurement par les Occidentaux.

Le 7 juin, l'Ambassade de l'U.R.S.S. en France remet à l'Ambassade de la République fédérale allemande à Paris une note contenant une proposition du gouvernement soviétique au gouvernement de la République fédérale allemande d'établir des relations diplomatiques, commerciales et culturelles entre les deux pays et invite en même temps le Chancelier Adenauer à se rendre à Moscou.

Le 13 juin, l'U.R.S.S. accepte de participer à Genève, le 18 juillet, à la Conférence des Chefs des quatre grandes puissances.

Le 28 juin, Molotov fait à Dulles à San Francisco une déclaration relative à l'attaque d'un avion américain dans le détroit de Behring, dont le forme et le fond s'écartent radicalement de l'attitude jusqu'ici adoptée en pareille circonstance par le gouvernement soviétique.

Le 4 juillet, les dirigeants soviétiques assistent, pour la première fois, à la réception donnée à l'Ambassade d'Amérique pour la fête de l'Indépendance. Flanqué des membres du gouvernement, Khrouchtchev qui, visiblement, n'improvise pas, tient aux diplomates de l'Ouest, mais en réalité à l'intention des journalistes étrangers présents, des propos destinés à disposer favorablement l'opinion publique occidentale à l'approche de la conférence de Genève.

Pour terminer cette longue récapitulation, je dois ajouter un dernier signe de détente: pendant la conférence de Genève, les journaux soviétiques ont, à la surprise générale, publié in extenso et sans les accompagner de commentaires critiques, les déclarations faites à Genève par les Chefs des trois gouvernements de l'Ouest. La semaine suivante, il en fut de même du rapport que le Président Eisenhower fit per la radio à la nation américaine. Ce changement d'attitude de la presse fit, à juste titre, sensation.

De même, le rapport présenté par Boulganine sur la Conférence de Genève au Soviet suprême convoqué en session extraordinaire le 4 août fut modéré, voire même concilient.

*
* *

C'était avec la disparition de Staline, le 5 mars 1953, qu'étaient apparus les premiers signes de détente. Pendant les quelque trente mois qui se sont écoulés depuis cet événement, le régime s'est quelque peu assoupli. Les pouvoirs de la police ont été réduits. Un retour progressif à la légalité révolutionnaire s'est dessiné. Le Parti communiste a repris sa direction collective (un épisode de la Conférence de Genève en a apporté la confirmation). D'autre part, le langage de la menace, de l'invective grossière à l'égard de l'Ouest, et surtout de l'Amérique, qui était devenu le pain quotidien des hommes politiques soviétiques, de leur presse et de leur radio, s'est peu à peu adouci pour devenir même, tout dernièrement, celui de la séduction.

*
* *

Il reste à expliquer la détente:

Elle était devenue une nécessité pour l'U.R.S.S. qui devait, non seulement éviter à tout prix une guerre, mais obtenir un arrêt de la course aux armements. Il lui fallait une interruption de l'accaparement toujours croissant par l'armée, ses chantiers et les industries travaillant pour elle, de ressources, en hommes et en matériel. On ne pouvait pas sacrifier davantage les besoins essentiels d'une population qui augmente de deux millions d'âmes par an, dont le niveau de vie est resté très bas et qui, malgré le rideau de fer et la propagande, se rend compte qu'elle ignore bien des choses qu'on prend soin de lui cacher et devine ce qui lui manque par rapport aux habitants des pays capitalistes. Il importait de ne pas paralyser davantage l'essor de l'industrie, de ne pas réduire l'effort colossal de modernisation touchant à tous les domaines (Pour mesurer cet effort, il faut tenir compte de ce qu'à côté d'une élite hors ligne de techniciens et d'administrateurs, dont la puissance de travail est remarquable, il y a la grande masse amorphe de la main-d'oeuvre inexperte, nonchalante et velléitaire, sans oublier une bureaucratie dont le poids est écrasant.) Il fallait éviter de compromettre le fonctionnement des réseaux de communications ferroviaires, fluviales, routières et aériennes qui relient entre elles les régions d'un territoire immense. En même temps, il ne pouvait être question d'abandonner l'assistance à la Chine et de se priver de la possibilité d'aider

l'Inde, l'Afghanistan et d'autres pays à moderniser leur équipement.

A elles seules, ces raisons expliquent la détente. Il s'y ajoute la conscience que les Russes ont acquise de la puissance du dispositif stratégique réalisé par l'Amérique et de sa détermination de ne pas fléchir devant la menace du monde communiste. On s'est rendu compte qu'on ne pouvait pas tendre la corde davantage. A tout prix, il fallait se libérer du cercle vicieux dans lequel on était engagé. La diplomatie du Kremlin a déployé une activité incroyable. Sans se laisser décourager par les échecs successifs de ses entreprises, elle a tout tenté pour faire échouer, ou tout au moins affaiblir, le système politico-militaire dont Washington est l'âme. Pourtant, elle devait savoir qu'elle n'y parviendrait pas. S'agissait-il donc d'un jeu subtil qui prévoyait dès l'origine le dénouement consommé à Genève ? C'est fort possible. Pour cela, il fallait spéculer sur tout ce qui handicape le monde occidental, du fait même qu'il est civilisé. La réalité atomique qui a engendré la certitude que l'on ne voudra plus déclencher une guerre générale, et dont on peut dire qu'elle est venue providentiellement au secours de l'humanité, a favorisé ce jeu aboutissant à la trêve, souhaitée par Moscou, qui fut tacitement conclue par les Quatre Grands il y a six semaines.

Ce résultat a été présenté au peuple russe comme un grand succès de ses dirigeants. Rien ne peut plaire davantage à ce peuple que le sentiment d'une étape franchie sur la voie de la paix, cette paix dont on a tout fait pour qu'il croie que le monde communiste était son véritable champion, dressé contre les fauteurs de guerre, produits du monde capitaliste.

Le facteur opinion publique ne joue aucun rôle en U.R.S.S. Il n'existe pas non plus de réaction parlementaire. Cela permet des volte-face politiques, brusques et fondamentales, dictées par le seul réalisme et qui seraient impossibles ailleurs. Mais le moral de la population joue un grand rôle, surtout depuis qu'on ne la terrorise plus. Il importe absolument pour les dirigeants que le découragement ne gagne pas la foule des travailleurs. Le rythme de la production, question de vie ou de mort, en dépend. C'est sans doute pourquoi, à la réunion du Soviet suprême de février dernier, Boulganine prononça, en sa nouvelle qualité de Premier ministre, un discours dans lequel il exalta la puissance militaire de l'U.R.S.S. Il importait de rassurer le peuple qui, depuis quelques semaines, croyait à une guerre imminente, imaginant - car pour la Russie, cela commence toujours ainsi - une nouvelle invasion alors que les ruines de la précédente ne sont pas encore entièrement relevées. Il fallait dire à ce peuple, qui a une profonde horreur de la guerre, que l'U.R.S.S. était assez puissante pour faire face à n'importe quel adversaire, mais qu'elle voulait sincèrement la paix. Il fallait le prouver par des gestes concrets.

Les maîtres du Kremlin ont, sans doute, d'excellentes raisons d'être satisfaits de ce qu'ils ont entrepris. Ayant virtuellement perdu la guerre froide qu'ils avaient engagée, ils ont obtenu la neutralisation de l'Autriche, atout politique important, puis la trêve de Genève, sans renoncer aux gages qu'ils s'assurèrent au lendemain de la guerre, en particulier l'annexion des pays baltes et l'assujettissement des satellites. Ils doivent considérer qu'en définitive, ils ont fait une très bonne affaire. Il était temps d'ailleurs, car ils ne pouvaient continuer à être en même temps au four et au moulin. En usant de cette expression familière, je songe aux rapports de l'U.R.S.S. avec la Chine. Moscou fait depuis des années, et continuera à faire de grands sacrifices pour satisfaire ce voisin redoutable. Le Chinois est plus intelligent que le Russe, il travaille mieux et davantage. De plus, il est gouverné par deux hommes qui jouissent, dans le monde communiste et, paraît-il, aussi dans les milieux non-communistes d'Extrême-Orient, d'un prestige dont aucun des dirigeants actuels de l'U.R.S.S. ne bénéficie. La clef de bien des énigmes de la politique soviétique est donnée par les exigences de l'alliance sino-soviétique.

*
* *

Comment la détente évoluera-t-elle ?

Je crois qu'il ne faut pas se bercer d'illusions. Moscou ne peut pas instaurer pour ses ressortissants un régime normal de circulation hors des frontières de l'U.R.S.S. Le contraste entre les conditions d'existence des populations russes et celles des pays capitalistes est trop grand. Il ne semble donc pas que l'on doive compter à plus ou moins brève échéance avec la suppression des barrières qui séparent l'U.R.S.S. de l'Ouest. On multipliera les visites d'hommes d'Etats, de parlementaires, de savants, d'écrivains, d'équipes sportives, de prétendus touristes et on favorisera les échanges commerciaux dans la mesure où l'U.R.S.S. est appelée à en bénéficier et où l'expansion du communisme peut en profiter. D'autre part, il est probable que la trêve connaîtra des périodes de raidissement, que le Kremlin pratiquera le système de la douche écossaise. Surtout, il ne faut pas s'imaginer que l'U.R.S.S. renoncera aux positions qu'elle s'est assurées dans l'Est de l'Europe. Quant à l'Allemagne, les Russes feront tout pour prévenir la renaissance de sa puissance militaire, dont la pensée les obsède, en commençant par retarder le plus longtemps possible sa réunification.

On pratiquera la co-existence, car on s'est convaincu de ce que l'avènement universel du communisme, auquel on a pu croire après la guerre, était un rêve chimérique. On fera certains sacrifices pour s'assurer la paix dont on a besoin pour amener

l'économie soviétique au niveau de celle des pays capitalistes. Des progrès énormes ont été réalisés à cet égard depuis la révolution, mais, dans bien des domaines, le retard est encore considérable. Or, pour se maintenir, le régime communiste doit demeurer dynamique. Il doit sans cesse donner au peuple de nouvelles preuves de sa bienfaisante efficacité. La détente y aidera considérablement.

Pour ce qui est de l'expansion, disons de l'impérialisme communiste, je ne pense pas qu'il ait abdiqué. On aurait grand tort, à mon avis, de se montrer moins vigilant depuis que la guerre froide est suspendue. Comme toutes les religions, le communisme a besoin, pour subsister, de se répandre. Ce qu'on peut se demander, c'est si les méthodes changeront radicalement depuis que, probablement en raison de l'importance croissante prise par Pékin, Moscou a dû, à l'occasion du pèlerinage à Belgrade, modifier certains dogmes.

Pour terminer, je voudrais ajouter ceci : les dirigeants soviétiques veulent sincèrement la paix. Cela est rassurant puisque la menace d'un nouveau conflit mondial paraît écarté. En revanche, l'effet psychologique que peut avoir sur les milieux socialistes occidentaux l'attitude de Moscou - attitude qui puise peut-être son inspiration à Pékin - me paraît assez inquiétant. Si les socialistes, séduits par la nouvelle tactique soviétique, se réconciliaient avec ceux qui prétendent mettre en pratique le marxisme - en réalité, il s'agit d'un travestissement grossier de la doctrine - le régime capitaliste pourrait bientôt être exposé à une pression intérieure, comme il n'en a pas connue depuis que, grâce à la maladresse stalinienne, les socialistes étaient devenus les pires adversaires du communisme. C'est pourquoi, bien que témoin des signes de conciliation prodigués à Moscou, j'estime qu'il n'y a pas lieu de s'abandonner à l'optimisme.

Intervention de M. Decroux
Ministre de Suisse en Hongrie

On souhaiterait pouvoir considérer les Etats satellites qui reçoivent la "lumière" de Moscou comme autant de prismes qui permettraient d'en déterminer le spectre et d'en tirer les composantes. On peut y arriver dans une certaine mesure.

La détente vue de Budapest n'apparaît donc que comme un reflet de la politique soviétique de rapprochement avec l'Ouest. Une première remarque s'impose tout d'abord, c'est que les Hongrois sont parmi les peuples des Etats satellites celui qui représente le moins d'affinités avec les races slaves et dont, par conséquent, les réactions sont totalement différentes. Par ailleurs, il faut également relever que la politique de détente est davantage inspirée par les intérêts de l'Etat russe que par ceux du communisme proprement dit, lesquels ne coïncident pas dans tous les domaines avec ceux de la doctrine communiste. Ce phénomène est naturel, car le communisme repose sur un dogme, alors que la politique est essentiellement mouvante. Les Etats satellites n'ont pas encore atteint le stade où ces divergences peuvent se manifester. C'est pourquoi l'on peut dire que la politique de rapprochement avec l'Ouest essentiellement russe est imposée aux Etats satellites. Les avantages qu'elle leur procurera directement seront surtout d'ordre économique, mais il va sans dire qu'indirectement les Etats satellites bénéficieront dans une certaine mesure des profits de tout ordre que la Russie soviétique pourra retirer de cette politique.

Après 37 ans de régime communiste, la Russie soviétique est assez forte pour amorcer une évolution radicale de sa politique extérieure. Une dictature communiste qui, comme en Hongrie, a contre elle plus de 90% de la population ne peut guère appliquer cette politique dans le même esprit que celui qui règne au Kremlin.

L'évolution de la politique soviétique a une influence énorme sur la population hongroise. Le règlement de la question autrichienne et tout récemment la Conférence de Genève ont suscité les plus grandes espérances au sein de la population hongroise. Nombre de gens s'imaginent que leur sort va prochainement changer. Le parti communiste et le gouvernement hongrois n'ont pas laissé d'être quelque peu désorientés par le changement radical de la politique des nouveaux dirigeants de Moscou. Les observateurs s'attendaient à ce que cette nouvelle politique, inspirée en Russie par des hommes nouveaux, apporte des changements profonds sur la scène politique hongroise. On se demandait comment Matyas Rakosi et ses acolytes, communistes de vieille école ayant connu Lénine et travaillé intimement avec Staline, pourraient être les

artisans de la détente, alors qu'ils ont toujours été partisans d'une politique de toute intransigeance à l'égard des pays de l'Ouest. Ce sont eux également qui s'étaient montrés le plus farouchement antiyougoslaves. Leur présence à la tête de l'Etat hongrois pourrait presque paraître actuellement comme un anachronisme. Quelque peu ébranlée au début, la situation de Matyas Rakosi s'est raffermie par la suite; nous voyons encore une fois ici une des causes évidentes de cette différence existant entre la Hongrie avec sa population anti-communiste et la Russie où, depuis la Révolution, les anciennes classes ont totalement disparu. Cela explique que la Hongrie ait une situation qui peut paraître paradoxale à première vue, car la politique de la main de velours tendue à l'étranger se transforme à l'intérieur des frontières hongroises en celle du poing ganté de fer. En outre, on assiste de nouveau aux méthodes que l'on avait abandonnées lorsque fut instaurée, en juillet 1953, par le gouvernement Nagy, la politique de détente sur le plan intérieur, appelée le "nouveau cours". Les arrestations, l'intensification de la lutte contre les koulaks, les critiques contre l'Eglise, sont autant d'éléments qui rappellent les jours sombres d'un récent passé. Seul Matyas Rakosi est capable d'appliquer sur le plan intérieur cette politique, logique du point de vue communiste, et de maintenir sous le joug une population qui voit dans la politique de détente russe des raisons d'affermir sa résistance passive. Et c'est sans doute pourquoi le vieux leader Matyas Rakosi, ami de Lénine et de Staline, reste au pouvoir en Hongrie avec l'assentiment des hommes nouveaux qui dirigent la politique soviétique.

Il n'est cependant pas exclu qu'une évolution se produise avec le temps et que l'on voie sous la poussée des anciens déviationnistes titistes, autrefois condamnés, mais graciés et réhabilités l'année dernière, se développer en Hongrie un communisme d'un genre yougoslave. Il est clair qu'un régime de ce genre gagnerait du terrain dans les diverses couches de la population hongroise, et cela d'autant plus sûrement s'il arrivait à se libérer, comme le Maréchal Tito, de la tutelle des Soviets dont les troupes seraient retirées de Hongrie.

Intervention de M. Fuchss,
Ministre de Suisse en Pologne.

Wie hat die Entspannung in Polen ihren Ausdruck gefunden?

Sie ist in Warschau nicht durch sensationelle Ereignisse hervorgetreten, welche die internationale Lage beeinflusst hätten, sondern vielmehr sukzessive in vielen kleinen, fast unmerklichen Begebenheiten. Im Pakt von Warschau haben die Oststaaten der Entspannung bereits Rechnung getragen und zwar durch eine bis dahin ungekannte Mässigung. Die polnische Regierung hat mit der Entwicklung in Moskau Schritt gehalten -- manchmal vielleicht etwas zögernd.

Man konnte in Warschau den Eindruck haben, dass der kalte Krieg in Polen nie so scharfe Formen angenommen hat wie in anderen Oststaaten. Das mag zusammenhängen mit den engen gefühlsmässigen, kulturellen und historischen Beziehungen, die Polen mit dem Westen verbinden. Die Sowjetregierung hat diese Tatsache anerkannt und trägt ihr fortlaufend Rechnung. Polen hatte eine bestimmte Rolle im kalten Krieg zu spielen und diese unterschied sich wesentlich von derjenigen der anderen Satelliten. Es war Polen überlassen, den Beziehungen mit Frankreich besondere Aufmerksamkeit zu schenken: denn Frankreich ist ein traditioneller Verbündeter Polens. Polen und Frankreich sind Nachbarn Deutschlands, beide waren Opfer mehrmaliger Invasionen, sie haben den deutschen Militarismus zu spüren bekommen. Sie fühlten sich oft in der Geschichte in gleicher Weise bedroht.

So ist es nicht erstaunlich, dass es Moskau Polen überliess, Frankreich immer wieder an die Interessengemeinschaft zu erinnern. Die Haltung der polnischen Regierung gegenüber Frankreich wechselte natürlich je nach der Entwicklung der Lage. Sie schwankte zwischen den heftigsten Angriffen gegen die Regierung in Paris und einem intensiven Werben. Im Laufe des kalten Krieges bis zur Entspannung wurden die verschiedensten Phasen durchlaufen: tägliche Angriffe auf die französische Regierung und Lob für die Opposition; die Anschuldigung, dass die französische Politik zum Instrument der imperialistischen Bestrebungen Washingtons geworden sei. -- Als es sich um die Ratifizierung der Pariser Verträge handelte, gipfelte das Werben um Frankreich im Vorschlag des Abschlusses einer polnisch-französischen Allianz, angesichts der deutschen Gefahr. Es folgten Lobsprüche für Mendès-France nach dem Abschluss des Waffenstillstandes in Indochina -- Und heute, im Zeichen der Politik des Lächelns und der Gardenparties, ist Frankreich in Polen wieder am stärksten umworben. Besuche französischer Politiker, Künstler, Wissenschaftler und aller Art von Delegationen sind in Warschau besonders willkommen. Und sie sind in der Tat sehr zahlreich.

Deutschland und Polen.

Der rote Faden, der sich -- unabhängig von den Fluktuationen des kalten Krieges -- durch die polnische Politik verfolgen lässt, ist das Verhältnis zu Deutschland. Praktisch handelt es sich hier um das Problem der Oder/Neisse Grenze. Fast alle Polen - gleichgültig welchen Milieus - sind sich darüber einig, dass es keine Grenzveränderungen mehr geben kann, weder im Osten noch im Westen. Man mag sich streiten über die geschichtliche Berechtigung der einen oder anderen Grenzziehung -- Polen ist nun einmal ein unglückliches Land, welches keine natürlichen Grenzen besitzt. Und das Volk verlangt vor allem nach Ruhe und Sicherheit vor neuen Konflikten. Sicherheit, wie auch kollektive Sicherheit, bedeutet aber nach sowjetrussischer Terminologie: Anerkennung und Aufrechterhaltung des status quo!

Die Regierung verteidigt denn auch mit aller Intransigenz die Auffassung, dass die Oder/Neisse Linie ein für alle mal die Trennungslinie zwischen Polen und Deutschland sein müsse. Die Meinung, dass die Festlegung dieser Grenze eine wirkliche Garantie für den Frieden bildet, ist in allen Kreisen Polens weit verbreitet. Ihre Anerkennung bildet nach Ansicht aller patriotischen Polen die Grundlage einer polnisch-deutschen Verständigung.

Die aktive Verfechtung dieses Standpunktes wird von Moskau toleriert, aber nicht immer ausdrücklich unterstützt. Man will sich offenbar im Kreml nicht endgültig festlegen. Kein Wunder, dass die Polen die Wiedererstarkung Deutschlands - und in diesen Tagen den Besuch Adenauers in Moskau -- mit einem starken Missbehagen betrachten. In Polen war man sofort bereit gewesen, gegenüber Frankreich, Grossbritannien und sogar den USA einen neuen Ton anzuschlagen; gegenüber Bonn aber hüllte man sich lange in eisiges Schweigen.

Da die Verbesserung der Beziehungen zu Deutschland aber im Programm stand, erging man sich in Warschau in offiziellen Freundschaftsbezeugungen zu Ostdeutschland. Diese mehrten sich in letzter Zeit in einer Masse, welches nicht anders als absurd bezeichnet werden kann. In dieser Haltung Polens gegenüber dem angrenzenden Westen liegt wohl die ganze Tragweite des Deutschlandproblems verborgen und die geschichtliche Tragik, die für Polen mit den Beziehungen zu seinen Nachbarn verbunden ist.

Ich habe bisher von Entspannungserscheinungen nach Aussen gesprochen. Es gibt aber auch eine Entspannung im Innern. Ist die Aussenpolitik nicht weitgehend durch innere Probleme bedingt? In Polen kann parallel mit der internationalen Entspannung auch eine Entspannung im Innern festgestellt werden. Zweifellos besteht eine Wechselwirkung zwischen den beiden Formen der Entspannung. Ist es nicht bezeichnend, wenn während des kürzlich in Warschau abgehaltenen Jugendfestivals alle roten Fahnen verschwunden waren und durch die blaue Friedensfahne ersetzt wurden!

Man ist geneigt zu denken, dass ein diktatorisches Regime die Haltung der eigenen Bevölkerung weitgehend missachtet und

Widerstände einfach beiseite schiebt. Diese Meinung ist nur beschränkt richtig. In Polen hat es sich deutlich gezeigt, dass die Bevölkerung den wirtschaftlichen Plänen der Regierung starken Widerstand entgegensetzen kann, der die Verwirklichung der Programme in Frage stellt. Die grossen wirtschaftlichen Schwierigkeiten Polens zeugen von einer Fehlrechnung der Behörden. Die Regierung hat daher in letzter Zeit in vermehrtem Masse menschliche Faktoren berücksichtigt. Der psychologische Einfluss erleichternder Massnahmen und materieller Vorteile wird immer mehr anerkannt. Auch vom russischen Botschafter wurde mir kürzlich bestätigt, dass in der Sowjetunion Anstrengungen gemacht werden, um die Wirtschaft durch vermehrte Anerkennung menschlicher Leistungen zu fördern. Diese Art Entspannung soll als Mittel zur Konsolidierung der Position nach innen dienen.

In Polen ist die Schwäche der Landwirtschaft manifest. Ebenso die starke Unzufriedenheit des Volkes infolge des Mangels an Konsumgütern. Die Regierung sucht nach Mitteln, diese schwierigen Probleme zu lösen. Sie versucht, die Bevölkerung zu ermutigen: dazu dient die innere Entspannung. Die sensationelle Reorganisation der Polizeiorgane in Warschau -- beschleunigt durch die Revelationen des abgesprungenen polnischen Polizeidirektors Swiatlo -- diente diesem Zweck. Das Volk erhielt die Zusicherung, dass künftig keine arbiträren Verhaftungen mehr stattfinden können. Es wurden zahlreiche politische Gefangene freigelassen. Der Bürger erhielt Anspruch auf gerechte Behandlung durch die Polizeibehörden. Terrorismethoden wurden als der Vergangenheit angehörend erklärt.

In der Tat scheint der Ueberwachungsdienst in Polen in vernünftigeren Bahnen geleitet worden zu sein. Das Volk hat das Gefühl einer gewissen Erleichterung im Innern. Es atmet auf. Und es hofft im Stillen auf den Erfolg der Friedenspolitik.

In Polen treten als innenpolitische Ziele der Entspannungspolitik besonders zwei hervor :

1) das Bestreben, das kommunistische Regime der Bevölkerung näher zu bringen und dadurch vermehrte Mitarbeit auf allen Sektoren der staatlichen Tätigkeit zu gewinnen.

2) das Ziel der Ueberwindung wirtschaftlicher Schwierigkeiten, namentlich bei der Bauernschaft, aber auch in Industrie und Verwaltung -- wo heute wohl die Norm erfüllt, aber im Grunde genommen Misswirtschaft getrieben wird. Es rächt sich jetzt, dass viele der fähigsten Experten in den ersten Jahren des Regimes ausgeschaltet wurden - und es fehlt bedenklich an qualifiziertem Nachwuchs.

Warum Entspannung ?

Die aussenpolitische Entspannung wird - von Warschau aus gesehen - von den meisten Beobachtern als eine notwendige Entlastung der Sowjetpolitik im Westen angesehen. Sie bezweckt die Stärkung ihrer Position im Fernen Osten. Einige wollen darin einen Beweis für die Schwäche der Sowjetmacht erblicken. Zweifellos

handelt es sich um das Bestreben, gegen Gefahren im fernen Osten --man könnte sagen die gelbe Gefahr -- gesichert zu sein.

Immer wieder taucht in offiziellen kommunistischen Berichten die Feststellung des enormen Potentials der 600 Millionen Chinesen auf. Man vergleicht es unwillkürlich mit den 200 Millionen Russen. Fürchten die Machthaber des Kreml nicht vielleicht auf lange Sicht sowohl die gelbe Gefahr von Aussen wie auch die gelbe Gefahr im eigenen Land? Tatsache ist, dass Russland und die Satelliten dem Eindruck, welchen ihre Handlungen auf die Asiaten, namentlich auf China, machen, stärkste Beachtung zollen. Die Frage der Behandlung ihrer Satelliten ist für Sowjetrussland heute sehr delikate. Seit dem Vorwurf an der Konferenz von Bandoeng, Russland treibe gegenüber seinen europäischen Satelliten eine Art Kolonialpolitik, gibt sich die russische Diplomatie die grösste Mühe, zu beweisen, dass die Satelliten ihre volle Unabhängigkeit besitzen.

Andere Beobachter in Warschau glauben, dass die Friedenspolitik der Sowjetunion vor allem dazu bestimmt ist, die schon vor Jahren erwartete, und als unabwendbar erklärte grosse Wirtschaftskrise der kapitalistischen Welt - die ja nur durch die Rüstungen vermieden worden sei - nun doch noch mit allen ihren sozialen Konsequenzen zu entfesseln.

Man ist sich in Warschau im Grossen und Ganzen darüber einig, dass Friedenspolitik und Entspannung für die kommunistische Welt von ganz bedeutender propagandistischer Wirkung sind. Die eigene Bevölkerung soll das Gefühl erhalten, als ob die Oststaaten das Monopol für den Frieden hätten. Das Volk soll dadurch beruhigt werden - und die Beruhigung scheint sehr notwendig zu sein! Es soll aber auch bereit gemacht werden, neue Opfer zu bringen: diesmal nicht für die Kriegsrüstung - sondern für den Frieden !

Andererseits soll die Friedenspolitik im Ausland für die Moskauer Linie werben. Man erwartet im Kreml, in Westeuropa mehr Anhänger in gemässigten und liberalen Kreisen zu gewinnen, namentlich unter den vielen Naiven, die in der Friedenspolitik des Ostens die grosse Chance sehen, zu einer Verständigung zwischen dem Kommunismus und der westlichen Welt zu gelangen.

Zusammenfassend und kurz gesagt will die Entspannungstaktik, also der proklamierte Verzicht auf aggressive Absichten, zwei Ziele erreichen :

Konsolidierung der Macht im Innern und Konsolidierung der Macht nach Aussen;

Vermehrung der Anhängerschaft im Innern, namentlich in den Satellitenländern,

und Vermehrung der Gefolgschaft im Ausland.

Meine persönliche Ansicht über die internationale Entspannung geht dahin, dass eine gute Dosis Skeptizismus sicher am

Platze ist. Die Entspannung ist keineswegs total. Sie ist sorgfältig dosiert. Sie ist stark nüanciert, je nach dem Land und dem politischen Problem, auf welches sie sich bezieht. Sie ist variabel und wahrscheinlich temporär und kann jederzeit einer Wandlung unterworfen werden.

Man darf aber die positiven Elemente, die die gegenwärtige Situation bietet, nicht übersehen. Die internationale Politik ist nicht statisch, auch nicht in Russland. Es eröffnen sich immer neue Möglichkeiten, gute und schlechte, um neue Wege einzuschlagen. Und gerade heute ist diese Entwicklung stark in Fluss gekommen. Hoffen wir, dass die verantwortlichen Staatsmänner der Grossmächte die guten Gelegenheiten wahrnehmen werden.